

Noël Quelques grammes de foie gras dans un monde de brutes



Au cas où vous ne l'auriez pas remarqué (si jamais vous n'avez ni la télé, ni la radio, ni internet, ni accès à aucun journal), mais c'est bientôt Noël.

Matraquage publicitaire

Noël, ce moment merveilleux de l'année où les publicités nous invitent à dépenser notre argent (car si on n'achète rien à Noël, on est un marginal, quelqu'un qui ne veut pas s'intégrer) nous agressent plusieurs dizaines de fois par jour, et si on n'en a pas beaucoup, pas de problème, car entre les pubs pour les cadeaux, il y a les pubs pour les crédits... Besoin de 1 500 euros, pas de problème, appelez-nous! On a forcément une solution pour vous. Et vous n'allez tout de même pas vous gêner les fêtes pour une stupide histoire d'argent... Le saviez-vous? Le mois de l'année où sont constitués le plus de dossiers de surendettement, c'est le mois de janvier. Joyeux Noël... et Bonne Année!

Promotions bidons

Noël, la période des grandes promotions, des lots « spécial fêtes », qui sont soit les mêmes produits que d'habitude mais plus chers, soit des coffrets ou ensembles qui coûtent plus que si on achetait les éléments qui les composent séparément. Qui n'a pas son DVD de Oui-Oui spécial contes de Noël? Qui n'a pas acheté son VTT Décathlon spécial Noël, identique à

un autre modèle moins cher mais sans la sonnette qui joue « Mon beau sapin »? Même dans le DVD « collector » de l'excellent Sin City, il y a des cartes postales de Noël... Et vous aurez sûrement remarqué que pour être un vrai comique en France, avant d'être drôle, il est indispensable de sortir un DVD juste avant Noël. Nul doute que la culture en sort grandie...

Culpabilisation

Noël, quand la publicité et les médias font comprendre aux parents que s'ils aiment vraiment leurs enfants il faut qu'ils les gavent de cadeaux, et aux enfants que si leurs parents les aiment vraiment ils vont leur offrir plein de belles choses qui les rendront heureux, comme le petit garçon et la petite fille dans la pub. Si toi aussi tu as envie de recevoir ce merveilleux objet, demande à ton papa (car maman ne sait pas se servir du téléphone) de composer le 0800 machin chose. Chers parents, offrez à votre enfant la nouvelle chaîne Disney, comme ça il pourra s'intégrer à l'école en discutant de ses dessins animés favoris (en exclusivité sur notre chaîne) avec ses camarades plus fortunés.

Trêve des confiseurs

Noël, cette période où il n'y a plus d'activité politique, syndicale, car c'est la « trêve des confiseurs », et tant pis pour ceux qui luttent quand même à ce moment-là, on n'en parlera pas. Comment ça, une grève? Mais ça n'intéresse personne, on a un excellent sujet, un « miracle de Noël », avec un homme amnésique qui vient de retrouver sa famille et qui pour la première fois depuis 25 ans va passer Noël avec ses parents, TFI y sera, on ne doit pas passer à côté. Une occupation de logement vide? Mais ça va foutre en l'air le moral des Français,

tellement heureux de se retrouver en famille et d'oublier un peu la misère du monde.

Père Noël

Noël, ou le débarquement des pères Noël: dans les rues, sur les façades des immeubles, dans les magasins, à la télé... Mais au fait qui es-tu, Père Noël? On fait généralement remonter les origines de notre Père Noël moderne à Saint-Nicolas, et à un conte de 1823 écrit par C.C. Moore qui racontait le périple de ce Saint, venu du pôle nord, tiré par des rennes, et distribuant des cadeaux aux enfants du monde entier. Mais le Père Noël rouge et

blanc, c'est plus récent: c'est une publicité de 1931 représentant le Père Noël de Moore en train de boire du Coca-Cola et habillé en rouge et blanc... aux couleurs de la marque! Ca y est, notre représentation moderne du Père Noël était née. Merci Coca!

Christianocentrisme

Noël, où le moment où l'on oublie le plus que nous ne sommes pas seuls au monde et que seule une petite minorité de terriens fête l'arrivée du vieux bonhomme Coca. Comment ça, ils ne fêtent pas Noël? Mais qui sont ces gens même pas civilisés qui ne veulent même pas faire plaisir à leurs enfants? Pas étonnant que là-bas ils soient violents et qu'il y ait des guerres tout le temps... Mais à part dans les pays chrétiens et dans ceux où il y a des restes d'évangélisation forcée, pour plusieurs milliards de gens, Noël ça ne veut rien dire. Mais ça, c'est sûrement parce que ce ne sont pas des États laïcs comme la France.

La terre peut s'arrêter de tourner...

Noël, où à part un tsunami, rien ne peut nous faire sortir de notre isolement nationalo-nationaliste. Allez sous Google et tapez « cadeaux Noël ». Il y a un peu plus de 7 millions de réponses. Tapez ensuite « famine Niger ». Pas de chance, à peine 550 000 pages. Et vous n'aurez pas beaucoup plus de succès si vous tapez « dette du tiers-monde ». Renaud, le chanteur, oui, celui qui a mal tourné et qui a appelé à voter oui à la Constitution, disait très justement il y a 25 ans « La Terre peut s'arrêter de tourner, ils rateront pas leur réveillon, moi j'voudrais tous les voir crever, étouffés de dinde aux marrons ». Un peu violent mais bien senti.

Famille

Noël, le moment sacré de l'année où chacun va retrouver sa famille, et la famille, quand même, c'est important, c'est la base de tout, papa, maman, mamie, cousin, cousine, tonton et tantine. Alors, tes études, ça avance? Il serait peut-être temps que tu t'y mettes, à ton âge, moi je travaillais déjà. Non, tu ne parleras pas de politique à table, ça va mettre la mauvaise ambiance et Noël c'est sacré. Oui, chérie, effectivement ce n'est pas bien ce que ton oncle t'a fait quand tu étais petite, mais il n'est pas question d'en parler ce soir, tu vas foutre en l'air une soirée qui s'annonce vraiment bien... Et en plus il y a des huitres.

... ?

Alors, à bas Noël? Tous ceux qui s'apprêtent à fêter Noël en famille et/ou à (s') offrir des cadeaux sont-ils de fieffés réactionnaires, des suppôts du Capital? Évidemment non. La preuve, RED vous propose même des idées de cadeaux. Mais rien ne nous empêche de dénoncer la machine de guerre qui se cache derrière toute la mise en scène et

Si vous voulez offrir de bons bouquins à Noël, joignez l'utile à l'agréable!

À la Librairie La Brèche, trouvez tout ce dont vous avez besoin...
 Librairie la Brèche 27 rue Taine 75012 Paris
 Tel: 0 149 285 244 Fax: 01 49 28 52 43 mail: labreche@libertysurf.fr
 Horaires d'ouverture:
 Lundi: 14h à 20h. Mardi au Samedi: 12h à 20h
 Site internet: <http://www.la-breche.com/>
 Envois sans frais de port.

Père Noël, et si je commandais un baby-foot au lieu d'une poupée?

Bientôt Noël, et les catalogues de jouets qui s'entassent dans nos boîtes aux lettres. En les feuilletant on peut remarquer deux catégories strictement délimitées: filles et garçons. Du côté des garçons, on retrouve les habituels garages, voitures, super-héros; chez les filles c'est poupées, maquillage, bijoux... On y est habitué. Mais pourquoi une telle division? Pourquoi les filles semblent, d'après ces mêmes catalogues, naturellement attirées par le « chariot de ménage » avec tous ses accessoires (balayette, serpillière et j'en passe), par le fer à repasser ou l'aspirateur miniature? Ce n'est pas génétique... Alors?

Les catalogues de jouets illustrent superbement la division entre filles et garçons, entre hommes et femmes. Les petites filles ne sont pas naturellement attirées par les tâches ménagères, mais parce qu'on attend d'elles qu'elles le soient. Depuis notre plus jeune âge, on nous fait comprendre que le sexe féminin aurait un goût particulier et irrépressible pour entretenir la maison, s'occuper de enfants. On apprend donc aux petites filles à se conformer à leur rôle au travers des poupées, poussettes et autres tables à langer.

On les prépare même à un futur métier sous-payé en leur offrant une magnifique caisse enregistreuse grâce à laquelle elles pourront se préparer à devenir caissière à mi-temps (pour mieux élever leurs enfants) ou s'entraîner à faire les courses pour toute la famille.

Et les garçons? Rien de tout ça. Ils ont le droit de jouer au baby-foot et de s'imaginer en super-héros, et non pas en princesse attendant vainement que son prince vienne la sauver, comme si elle était trop cruche pour se débrouiller toute seule!

La société utilise tous les moyens pour faire intégrer aux femmes que c'est leur rôle de supporter une double journée de travail. À nous de lutter contre cela et de faire attention à ne pas reproduire ces schémas, par exemple à travers nos cadeaux de Noël. Et qui sait, de petits garçons se découvriront peut-être une soudaine passion pour le ménage?

Macha, [Strasbourg]

tout le matraquage médiatico-politique de la « période des fêtes », ainsi que l'idéologie qui se cache derrière. Après tout, on peut aimer le foot sans apprécier la corruption et en trouvant que les salaires des footballeurs sont peut-être un peu démesurés. Il s'agit juste de ne pas oublier que Noël ou pas,

c'est la barbarie qui nous guette si on reste sans réagir.

Il n'y a pas de parenthèse enchantée dans le monde qu'ils nous construisent.

Julien, [Tolbiac]

Idées cadeaux pour Noël

DVD:

- Le cauchemar de Darwin
- The Take
- Nuit Noire
- Bloody Sunday
- Tournée Public Enemy
- Noir Désir en Images (Double DVD)
- Mano Negra (Double DVD)

CD:

- System of a Down: *Mesmorize et Hypnotize*
- Têtes Raïdes: *Fragile*
- Bad Religion: *The Empire Strikes First*
- Rost: *La voix du peuple*
- Compagnie Jolie Môme: *Tous les albums*
- La Rumeur: *Regain de tension*

Livres:

- *La grande guerre pour la civilisation* (Robert Fisk)
- *Kill! Kill! Kill!* (James Massey)
- *Le talon de fer* (Jack London, ancien mais toujours d'actualité)
- *Free Jazz Black Power* (Philippe Carles, Jean-Louis Comolli)
- *Le mythe de la bonne guerre: Les États-Unis et la Deuxième Guerre mondiale* (Jacques Pauwels, Jean-François Crombois)

« Ernest Mandel, une vie pour la révolution »

Un documentaire de Chris Den Hond, 90 min., 2005
 « Un homme nommé Ernest Mandel » de Frans Buyens, 40 min., 1972
 Double DVD



« Les idées qui flottent dans l'air, qui sont écrites sur papier, imprimées ou portées par la parole, ce n'est pas cela que ces messieurs craignent. Ce qu'ils craignent, c'est l'organisation, l'action organisée, les tentatives organisées de réaliser ces idées. » Ernest Mandel a été l'un des marxistes les plus novateurs de la deuxième moitié du XXe siècle. « Militant professionnel », il a mis toute sa force, son savoir et sa vaste culture au service de la lutte pour le socialisme, dans la construction d'un parti révolutionnaire et de la Quatrième Internationale. Parallèlement, il a développé une activité intellectuelle incessante et a écrit de nombreux livres: « Le traité d'économie marxiste », « La contribution de Trotsky au marxisme », « Le troisième âge du capitalisme »...

Ce documentaire retrace la vie de Mandel et par la même occasion 60 ans de lutte: de la guerre civile en Espagne jusqu'à la chute du mur, en passant par l'Algérie, le Che, le Vietnam, la grève générale 60-61, Mai 68, le Portugal, le Chili, le féminisme, l'écologie, le contrôle ouvrier, les sandinistes...

Interviews avec: Eric Toussaint, François Vercammen, Mokhtar, Alain Krivine, Janet Habel, Tariq Ali, André Henry, Francisco Louça, Ida Dequeecker, Marijke Colle, Michel Warschawski, Joao Machado, Catherine Samary réalisées par Chris Den Hond, 2005.

Ce documentaire a été réalisé avec le soutien de la Formation Léon Lesoil et le journal La Gauche (Belgique)

Le double DVD est disponible pour 22 € et vous pouvez le commander à la Brèche

**ÉLOGE DU COLONIALISME
POLITIQUE RACISTE
CASSE DE L'ÉDUCATION
APPRENTISSAGE À 14 ANS**

**CONTRE
L'ÉTAT D'URGENCE**

Manifestation

14 janvier

Interview d'Ekoué de La Rumeur -p.2

Dossier Banlieues -p.6-7

Black Panthers -p.10



Banlieues : une situation explosive

La révolte actuelle dans les quartiers montre à quel point la situation est explosive. Après la mort des deux jeunes poursuivis par la police, les jeunes des quartiers populaires se sont mobilisés. Cette révolte est le résultat des violences policières, du manque d'avenir pour les jeunes, nombreux à être exclus très tôt de l'éducation. À cela s'ajoute le racisme, qui est une humiliation et une ségrégation quotidienne pour des centaines de milliers de jeunes. Quand on est en plus logé dans des conditions déplorables, dans des quartiers sans vie, il est normal que cela explose un jour.

C'est une lutte sociale à part entière qui construit un rapport de force d'une partie de la classe ouvrière contre la classe dominante. La durée de cette révolte est étonnante : peu de mobilisations seraient capables de résister à une telle répression. La politique du gouvernement est clairement inspirée des propositions de l'extrême droite. L'état d'urgence est un niveau de répression extraordinaire. La révolte est donc totalement légitime. La convergence des mobilisations sociales, nécessaire pour gagner, nécessite un front politique contre l'état d'urgence et la répression des mouvements sociaux.

Cette révolte montre aussi le manque d'implantation du mouvement ouvrier dans les quartiers populaires. Ce mouvement de révolte ne s'est pas structuré, bien qu'il ait touché près de 200 communes. Les organisations de gauche, dans leur majorité, n'ont pas soutenu cette révolte.

En prolongeant l'état d'urgence de trois mois, le gouvernement révèle que la crise n'est pas finie. Il veut en profiter pour asséner un coup sur cette jeunesse, en multipliant les expulsions d'étrangers, en emprisonnant, en restreignant les libertés

démocratiques élémentaires, en développant la présence de la police. L'état d'urgence a également un objectif plus large : faire reculer la conflictualité sociale et les luttes et isoler encore plus les secteurs combattifs avant de les écraser. Dominique de Villepin donne des « solutions » au « problème des banlieues » qui n'en sont pas. Ces réponses ne feront qu'aggraver le gouffre qui sépare aujourd'hui les jeunes de banlieue d'origine immigrée du reste de la population. Alors qu'il déclare que « L'année 2006 sera l'année de l'égalité des chances », il met en place ce dont la droite et l'extrême droite rêvaient depuis longtemps : l'apprentissage à 14 ans. En gros, faire que tous les enfants ne rentrant pas dans le moule de l'école républicaine aillent travailler gratos

pour être assuré d'avoir un métier sous-payé toute leur vie. De plus il en profite pour faire passer le fameux « *contrat de responsabilité parentale* », qui veillera à supprimer les allocations familiales aux parents jugés « démissionnaires ». La petite délinquance et l'absentéisme à l'école touchant principalement les enfants des familles en grandes difficultés, cette mesure ne peut qu'accroître les inégalités et favoriser les phénomènes qu'il prétend radier.



Pour l'instant, vu de l'extérieur, la colère semble s'être apaisée. Mais, après tant de nouvelles mesures répressives, les cités ne peuvent que bouillonner. L'état d'urgence n'empêchera pas les jeunes de retourner à nouveau dans la rue tôt ou tard.

Balkani chez les Bisounours

Piégé par les Yes men, le député-maire UMP Patrick Balkany, répond aux questions d'un faux journaliste américain. Petit florilège :

« Ce que vous appelez les pauvres, je suis désolé de vous le dire, c'est des gens qui gagnent un peu moins d'argent. Mais comme ils gagnent moins d'argent, ils ont les mêmes logements que les autres, sauf qu'eux les payent moins cher et ils vivent très bien. Nous n'avons pas de misère en France. Il n'y a pas ce que vous appelez les pauvres »

Il poursuit : « Bien sûr, il y a bien quelques sans domicile fixe qui eux ont choisi de vivre en marge de la société ».

Mais dans quel pays vit-il ?

Gare à vos fesses

Nicolas Dupont-Aignan et Georges Fenech (UMP) ont déposé une proposition de loi qui permettrait de durcir la législation anti-émeute et d'« autoriser les policiers à se servir de leur arme quand leur intégrité physique ou celle de personnes et de lieux sous leur protection est menacée » mais aussi « lorsqu'ils ne disposent pas d'autres alternatives pour arrêter ou empêcher la fuite d'individus qui refusent d'obtempérer à une sommation réitérée d'arrêter ».

Jean-Paul Garraud, député UMP a déposé une proposition de loi visant à déchoir de la nationalité française les étrangers naturalisés impliqués dans les « violences urbaines ».

Meeting anti-répression à Toulouse

Le 14 novembre à Toulouse, la CLT (orga lycéenne) et les JCR ont organisé un meeting sur la répression du mouvement lycéen. 70 personnes y ont participé, dont 50 lycéens. Pauline, camarade poursuivie par la justice, y a introduit un débat sur l'état des lieux des procès et les perspectives de lutte contre la politique sécuritaire du gouvernement. Au-delà du débat, ça a été l'occasion pour la CLT de se relancer. Un concert anti-répression aura lieu début mars, et une tournée des lycées avec table d'infos sur la répression et l'état d'urgence est lancée.

Amnistie pour tous les émeutiers !

Le 14 novembre, le ministère de la justice décomptait triomphalement 2734 gardes à vue depuis le 29 octobre, 639 comparutions immédiates de majeurs, 489 mandats de dépôt (prison préventive, pour plusieurs mois) pour des majeurs, 108 mandats de dépôts pour des mineurs, 375 condamnations de majeurs à de la prison ferme (contre seulement 41 relaxes), 494 mineurs présentés à un juge pour enfants... des émeutiers ont été condamnés à de la prison ferme pour avoir brûlé des poubelles, pour « détention de liquide incolore et incolore », ou tout simplement pour s'être trouvé là au mauvais moment.

1 seul camp !

De nombreux militants condamnent les violences, surtout quand elles visent les services publics ou associatifs (crèches, écoles, centres sociaux...), ou les voitures achetées à crédit. La discrimination, le racisme, vécus face à la police sont aussi ressentis dans l'éducation, les services publics : les jeunes issus des quartiers et de l'immigration sont orientés de plus en plus tôt vers les études techniques, ce qui sera encore renforcé par l'apprentissage à 14 ans, l'ANPE sert à fliquer les chômeurs ; c'est dans les quartiers que le démantèlement des services publics se fait le plus sentir : fermetures de bureau de postes, d'agences EDF, de centres de sécurité sociale... c'est l'abandon

des quartiers au chômage et la désertion de l'état providence remplacé par la police qui conduit les émeutiers à s'attaquer aux symboles de l'état : le drapeau bleu-blanc-rouge qui flotte au-dessus des écoles est ressenti comme celui qui flotte au-dessus des commissariats.

« La violence est l'attaché de presse du pauvre », l'émeute est le seul moyen de se faire entendre pour les laissés pour compte du mouvement social. Le rétablissement de « la loi et l'ordre », les ghettos confiés aux mains de la police et des CRS qui « occuperont le terrain ». 60 % des émeutiers arrêtés travaillent, et pourtant le mouvement social ne leur a pas offert de perspective face au racisme et à la misère, c'est de là que vient le problème. Pour « réinvestir les quartiers » (à la manière de missionnaires modernes ?), nous devons dès aujourd'hui de répondre à la répression de la révolte, à la criminalisation de la pauvreté.

Il faut se mettre aux côtés des émeutiers face à la répression, organiser des rassemblements devant les tribunaux où ils sont jugés et condamnés. Il faut se battre pour la levée de l'état d'urgence et l'abrogation des lois d'exception, pour l'amnistie des émeutiers.

Adrien, [Sorbonne]

Une gestion coloniale des banlieues

Interview d'Ekoué, membre du groupe de rap La Rumeur

RED : Peut-on qualifier l'état d'urgence nouvellement instauré de colonial ?

EKOUE : Oui. La stigmatisation des banlieues par les médias est partie prenante du discours officiel qui consiste à montrer les pauvres comme étant le cancer de la société. C'est-à-dire faire porter à celui ou celle qui a le moins, le poids de la crise sur ses modestes épaules.

On a bien vu que l'information était inféodée au pouvoir politique de façon extrêmement caricaturale, c'était l'ORTF le paysage audiovisuel français. C'est un outil

de propagande à la botte du ministère de l'intérieur.

Aussi, le parallèle que l'on peut faire entre le couvre-feu instauré pendant la guerre d'Algérie et celui que l'on traverse aujourd'hui prouve bien que l'on est vraiment dans une logique de pression néocoloniale. Cette loi votée en grande pompe à l'assemblée par tous les partis politiques institutionnels me conforte dans l'idée que non seulement la France n'arrive pas à se défaire de son passé mais en plus réitère ses pratiques pour avoir un contrôle sur une certaine partie de la population.

Finkelkraut franchit un nouveau cap

On savait Finkelkraut (philosophe médiatique, sévissant quotidiennement sur les ondes publiques) sioniste et ultra-raciste, mais dans une interview donnée au journal israélien Haaretz, à propos des émeutes, il a franchi un pas dans le racisme puant. Ses propos parlent d'eux-mêmes : « On voudrait voir dans les émeutes une révolte de jeunes contre la discrimination et le chômage. Le problème est que la plupart sont noirs ou arabes, avec une identité musulmane ». « On a peur du langage de vérité : On préfère dire « jeunes » que « noirs » ou « arabes », « Désormais, on enseigne qu'ils furent [La colonisation et l'esclavage] uniquement négatifs, et non que le projet colonial entendait éduquer et amener la culture aux sauvages ». Ceci n'est qu'un petit florilège et l'interview complète est encore plus horrible. Il y a quelques années seulement, ces propos auraient été dits par Le Pen, toute la classe dirigeante et républicaine se serait levée pour crier au scandale et porter plainte. Mais, le racisme, de plus en plus cautionné et véhiculé par les médias et l'État, ne fait plus frémir nos dirigeants, de droite comme de gauche. Seules quelques petites orgas ont décidé de porter plainte. Pour plus de renseignements : Europalestine.org ou Oumma.com.

R : Tu as dit dans un de tes textes : « on a prévu d'acheter mon silence avec les ballons de foot de l'équipe de France ». Qu'est ce que tu penses de cette notion d'intégration ?

E : L'intégration c'est le terme marketing d'un projet beaucoup plus pernicieux qui consiste à assimiler la population d'origine du Sud aux valeurs de la République française en omettant la spécificité culturelle et l'histoire qui résulte du néocolonialisme français. Tant que l'on n'aura pas éclairci la question de la politique internationale de la France, les débats sur l'intégration seront toujours faux et sans aucune consistance. On nous demande de nous intégrer à une société politique qui fomente des génocides dans nos pays d'origine, qui pille les matières premières et nous vole nos cerveaux. On ne demande jamais à Bouygues qui est implanté sur le continent africain pour des intérêts bien connus de s'intégrer aux mœurs et aux spécificités culturelles africaines. Surtout que le problème de l'intégration est purement économique. Si en Afrique le prolétariat n'est pas blanc c'est parce que leur pouvoir d'achat est incomparable à celui des populations locales.

À notre sens, la vérité du débat sur l'inté-

gration se trouve dans la rhétorique économique Nord/Sud, c'est justement ce qui nous motive toujours plus pour nous battre.

R : Les émeutes, sont-elles finalement une réponse politique à la souffrance des banlieues et doit-on soutenir les émeutiers ?

E : Il est clair que c'est une réponse politique. Pour la solidarité avec les émeutiers, partant du principe que la violence que subit cette jeunesse avec l'avenir qu'on lui propose la pousse à penser que c'est perdu d'avance, on a libre court pour cautionner ou pas les moyens employés. C'est un avis propre à chacun. Mais aujourd'hui ce sont les plus pauvres, la dernière caste de la société qui s'exprime et qui veut montrer qu'elle existe. Il faut arrêter de cacher la poussière sous le tapis et de nous considérer en tant que tel, en tant que poussière.

Faire du Rap en parlant de ces problèmes-là, c'est notre raison d'exister, on continuera sans faire de promo sur ces événements. On n'est pas dans une logique mercantile face à la misère que vivent nos frères.

Propos recueillis par Alban, [Jussieu] et Marie, [Censier]

Faut pas payer de Dario Fo ou quand le théâtre lutte

Aujourd'hui, c'en est trop, les femmes d'un quartier populaire en Italie s'unissent contre la hausse des prix. L'une d'entre elles s'exclame: « Faut pas payer! ». Voici le point de départ de la pièce de Dario Fo, auteur italien engagé qui raconte ici la lutte des quartiers dans les années 70, une lutte vitale: Le peuple a faim et ne peut plus payer. Les travailleuses décident de se réapproprier les richesses qui sont le fruit de leur propre travail. Et face au cri des quartiers, hier comme aujourd'hui, la répression frappe et terrorise. Dans les années 70, en Italie, plus de 28000 personnes ont été arrêtées pour collusion avec les Brigades rouges. La pièce tourne au délire, mais la dure réalité tombe comme un couperet: les perquisitions et les expulsions. C'est une pièce criante d'actualité, hilarante, politiquement très forte. Allez-y nombreux le poing levé aux applaudissements.

Fanny, [Nanterre]
et Dimitri, [Nanterre]

Faut pas payer de Dario Fo.
Théâtre des Amandiers de Nanterre du
4 novembre au 18 décembre. 01 46 14 70 03.
10 euros pour - 26 ans.

Kilomètre Zéro, d'H. Saleen

Kilomètre Zéro, (2005, France Iran), réalisé par Hiner Saleen, irakien né au Kurdistan qui a fui son pays pour échapper à l'oppression de Saddam Hussein.

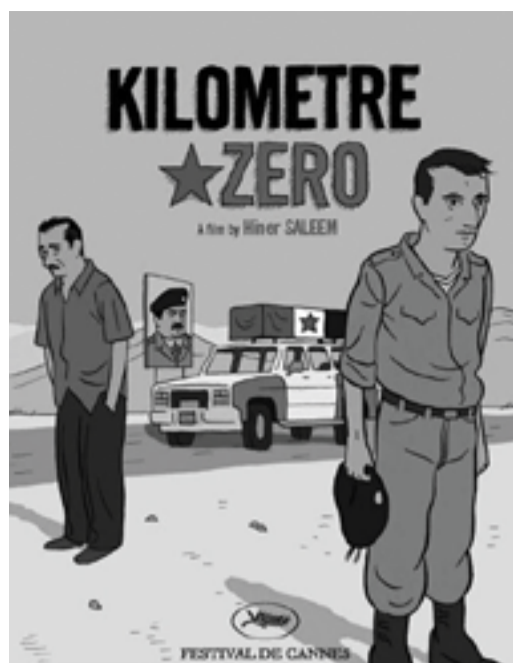
Ce film évoque la guerre entre l'Irak et l'Irak en 1988, il commence sur les discriminations et les tortures infligées au peuple kurde. Le protagoniste kurde est contraint par le gouvernement de partir à la guerre, il veut désert.

Ako parcourt l'Irak jusqu'au Kurdistan mais le chauffeur qui l'accompagne l'abandonne en plein désert. Ako part alors dans la montagne, fait venir sa famille dans un village où les Kurdes ont été déportés. La radio du Kurdistan diffuse un message faisant appel à l'Occident pour libérer le peuple Kurde. Nous voyons le village gazé par l'armée de Saddam Hussein. Ce film s'inscrit dans un parti pris réaliste, nous voyons l'oppression du peuple Kurde puis nous avons une coupure et nous nous retrouvons en France. Point de vue pris d'une mansarde à la madeleine. La dernière image est celle du couple accoudé à la mansarde entendant à la radio l'an-

nonce de l'arrivée des troupes de la coalition en Irak, et là, cri de victoire: « On est libre, on arrive. »

Avant la guerre en Irak, les arguments avancés par les pays de la coalition étaient qu'il s'agissait d'une guerre pour la démocratie, pour la libération contre la dictature. Nous retrouvons dans ce film les arguments pour bombarder l'Irak. Cette guerre apparaît comme légitime et nécessaire alors que nous savons que les bombes et l'occupation ne libéreront aucun peuple et qu'il s'agit d'une guerre pour le profit et la réorganisation du monde selon des données impérialistes. Alors que ce film est diffusé au moment du procès de Saddam, la propagande pour justifier l'occupation n'en est que renforcée.

Durant ce film, l'Europe apparaît comme une terre de liberté. Nous avons une oppo-



sition entre un Occident dit « civilisé » et un Orient barbare, en filigrane s'inscrit la thèse du choc des civilisations.

À l'heure qu'il est en Irak, le peuple Kurde est toujours aussi opprimé. L'autodétermination du peuple Kurde comme du peuple Irakien passe par l'organisation et la révolte du peuple lui-même et non par une intervention militaire dite « salvatrice ». L'occupation est tous les jours désavouée, les impérialistes s'embarquent. Aux États-Unis, seulement 38 % de la population est pour la guerre en Irak.

Héloïse, [Censier]

Fragile des Têtes Raides

Cela fait des années que les Têtes Raides remplissent des salles pendant les tournées. De plus, le duo avec Noir Désir, « L'iditité », en 2001 avait mis fin à leur privation d'ondes radios. L'année dernière, l'initiative du « KO Social » (série de concerts avec plusieurs artistes dont Bombes 2 Bal, Java, Kent, Oai Star, R. Burger, Yann Tiersen, La Rumeur... Au profit d'associations militantes), les a également popularisés. Cependant, le public reste restreint et c'est encore par le bouche à oreille que la promotion passe le mieux. La sortie de Fragile est donc une occasion de découvrir un groupe engagé qui depuis une quinzaine d'années mélange des sons rock à l'accordéon et à la chanson française.

Après le décevant Ou'est-ce qu'on se fait chier et un live moyen ('28.05.04'), les Têtes reviennent avec leur univers, leurs chansons engagées et parfois délirantes. Avec le premier titre, « Je préfère », le groupe retourne aux accents plus rock du début de leur carrière. D'autres morceaux comme « Houba » sont plus « engagés »,



sans perdre l'aspect insolite des textes de Christian Olivier. Dans « Latuvu », on revient au style des comptines presque déjantées, avec la participation, entre autres, de Denis Barthes (batteur de Noir Désir), Rachid Taha et Didier Wampas.

S'il n'atteint pas forcément le niveau d'autres albums des Têtes, Fragile est néanmoins une preuve que la chanson française ludique et politisée existe encore, et résiste aux rythmes nian-nians de la variété rock aseptisée qu'on nous impose à la radio.

JB, [Nanterre]

Le rap censuré? Mais vas niquer!

Après la polygamie, c'est le rap qui serait l'une des causes des « violences en banlieues »: Il propagerait « la haine de la France » et ferait « le commerce du racisme ».

Voilà la contenance de l'appel de 200 élus, avec à leurs têtes le député maire UMP Grodidier. Pourquoi donc s'attaquer à des rappers? Les rappers scandent des tranches de leur vie, en miroir de celles de beaucoup d'habitants des banlieues, ils racontent la misère, l'horizon bouché, la ségrégation des cités, le racisme, les violences policières. Entre constat et revendication, le rap se fait la voix des quartiers. Outre le fait qu'il se veut porte-parole, le rap est écouté par 32 % des 15-19!

Tous les textes ne sont pas d'une grande qualité, mais nombreux sont ceux qui révèlent d'une importante prise de conscience. Quelques extraits:

« La police a tué nos enfants/la justice n'a pas rendu le jugement/que le peuple

attend/voilà pourquoi nous avons la haine/contre leur système ». (Assassin, *L'État assassine*)

« Les élus ressassent rénovation ça rasure/Mais c'est toujours la même merde derrière la dernière couche de peinture » (IAM, *Demain c'est loin*)

« Tout est fait pour que nous basculions/tout est prémédité/de l'école de l'exclusion aux premières orientations bidon/des faux boulots aux conseils de négriers en manques de mains d'œuvres pour la nation » (Assassin)

Porter plainte contre des rappers c'est indirectement s'attaquer aux habitants des quartiers, aux jeunes des cités à qui trop peu de fois la parole a été donnée. Vouloir censurer le Rap, c'est aussi vouloir museler la jeunesse car un tiers des jeunes en écoute!

Hanane, [Saint-Denis]

Abonnez-vous!
Prenez contact!

Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEIJ)

Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet en Italie)

Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Total: euros
Chèque à l'ordre de APEIJ

Je veux commander:

..... brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)

..... carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)

..... brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)

..... brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

..... brochure(s) sur Che Guevara (1 euro l'exemplaire)

..... brochure(s) sur la Mai 68 (1 euro l'exemplaire)

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Téléphone

e-mail

JCR: jcr@jcr-red.org

Rédaction: red@jcr-red.org

www.jcr-red.org

01 48 70 42 30

KULTUR



Qui sommes-nous?

Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation**, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est. Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que **d'une rupture radicale avec l'ordre existant**. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité**, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Le Black Panthers Party L'aboutissement du mouvement Noir américain

Depuis l'arrivée des premiers Africains réduits en esclavage, l'histoire des Noirs aux États-Unis est l'histoire d'une lutte pour l'existence.

Le système esclavagiste (base principale du développement économique américain), a laissé la place à la ségrégation raciale, puis à la ghettoïsation. Ce qui demeure c'est le racisme institutionnel de l'État américain.

Face à cela s'est développé un gigantesque mouvement antiraciste, durant les années 50, impliquant des dizaines de milliers de personnes dans des campagnes de pétitions, des marches pacifiques, des sit-in : c'est le « mouvement des droits civiques ».

Intégration ou Libération, Non-violence ou Confrontation

Ce mouvement va être traversé par un débat de fond, incarné par Martin Luther King et Malcolm X. Deux questions se posent : quels objectifs ? et quels moyens d'action ?

Le courant majoritaire au début du mouvement est le courant « intégrationniste » (Luther King), qui prône une intégration des Noirs américains dans les institutions et les élites américaines. Il s'agit de combattre la ségrégation, de gagner réellement le droit de vote des Noirs, tout en acceptant le cadre général fixé par la domination blanche. Gagner le droit d'avoir des députés noirs, des maires, des ministres, des chefs d'entreprises, mais sans déranger la société ! Booker T. Washington, écrit : « Travaillez dur (...) préférez l'enseignement technique à l'enseignement supérieur, abstenez-vous de faire de la politique, et vous vous ferez ainsi accepter par la société américaine ». Logiquement, ce courant prône la non-violence et la résistance passive : il ne faut pas effrayer les élites !

Le deuxième courant affirme l'existence d'une nation noire aux États-Unis, et son objectif n'est donc pas l'intégration à la société blanche, mais l'autodétermination de cette nation opprimée (la création d'un État séparé étant une des solutions envisagées) : c'est le courant du nationalisme Noir. Il pose aussi la question de la justice sociale : il ne suffit pas de gagner le droit de vote effectif et la fin de la ségrégation, il faut sortir les Noirs des ghettos, des emplois subalternes et sous payés, des prisons. Et ce combat ne peut se résoudre à des démarches institutionnelles, et non violentes : il ne s'agit pas de mendier des droits à la classe

dirigeante blanche, mais de ne compter que sur ses propres forces. Quand la police raciste attaque des Noirs, il ne faut pas se laisser faire et se contenter de demander l'application de la loi, il faut exercer son droit à l'autodéfense. Suivant les mots de Malcolm X, il faut combattre le racisme et les discriminations « par tous les moyens nécessaires » ! Ce courant deviendra celui du « Black Power », défini par Stockely Carmichael : « Je ne vais pas demander à l'homme blanc ce dont je manque. Je vais le prendre ».

Un contexte explosif

Au milieu des années soixante, on assiste à une profonde radicalisation. À la fois pour des raisons internes : au bout de plusieurs années, une part de plus en plus grande du mouvement se rend compte que malgré les victoires légales et institutionnelles, la vie quotidienne des Noirs ne s'améliore pas, et finit par remettre en question l'objectif d'intégration et la pratique de la non-violence. Mais surtout car le contexte lui-même se radicalise : c'est l'essor du mouvement contre la guerre du Vietnam, qui fait de la jeunesse la pointe avancée de la contestation du système. Les campus se révoltent, entraînent d'autres parties de la population, et font vaciller le gouvernement. L'heure est à l'action... « par tous les moyens nécessaires » !

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les grandes émeutes qui touchent les ghettos de plusieurs grandes villes américaines entre 1965 et 1968 (Chicago, Springfield, Newark, Detroit). Ce sont de véritables soulèvements populaires, impliquant des dizaines de milliers de participants, souvent déclenchés suite à des violences policières : rien que dans le quartier de Watts à Los Angeles en 1965, le bilan de six jours d'émeutes et de répression féroce est de 100 millions de dollars de dégâts, 34 morts, 1 100 blessés, 4 000 arrestations, Un militant de l'époque dira que ces émeutes « ont marqué le jour où nous avons cessé d'avoir peur de l'homme blanc ».

Les Black Panthers : de l'autodéfense à la Révolution !

La situation a mûri, et permet maintenant la naissance d'un parti organisé, pour emmener les jeunes Noirs radicaux à la confrontation avec l'État : le Parti des Panthères Noires pour l'Autodéfense.

Il est fondé en 1966 par Bobby Seale et Huey Newton, tous deux étudiants à Oakland en Californie. Leur objectif premier est de mettre en pratique les idées de Malcolm X, et d'organiser les jeunes des ghettos contre leurs oppresseurs quotidiens : les flics.

Leurs premières actions sont à la fois terriblement simples et efficaces : ils chargent une voiture avec des armes (le port d'arme est légal), des tracts, et des livres de Droit, et traversent la ville en suivant les voitures de police. Dès que les flics malmènent des jeunes Noirs dans la rue, ils descendent

de voiture, armés jusqu'aux dents, se plantent entre les flics et leurs victimes, et lisent les passages de la Loi qui interdisent aux flics de faire ce qu'ils font. Pris sur le fait, les flics battent systématiquement en retraite, pendant que les militants distribuent des tracts aux passants, pour populariser leur mouvement. Ces actions ont tout de suite un écho phénoménal, et le petit groupe de départ grossit rapidement.

Leurs références principales sont Marx, Malcolm X, Mao et Frantz Fanon (anticolonialiste antillais). Ils s'identifient à la fois comme nationalistes (les Noirs forment une nation), internationalistes (soutien à tous les peuples colonisés), et communistes révolutionnaires.

Bobby Seale décrit leur démarche : « Nous ne combattons pas le racisme par le racisme. Nous combattons le racisme par la solidarité. Nous ne combattons pas le capitalisme exploiteur par le capitalisme noir. Nous combattons le capitalisme par le socialisme. Nous ne combattons pas l'impérialisme par un impérialisme plus grand. Nous combattons l'impérialisme par l'internationalisme prolétarien. Nous croyons que notre combat est une lutte de classe et non pas une lutte raciale. »

Ils formulent un programme en 10 points, dont : autodétermination de la nation Noire, plein emploi, logements décents pour tous, éducation de qualité, refus d'aller à la guerre pour le « gouvernement raciste américain », formation de groupes d'autodéfense, amnistie pour tous les Noirs emprisonnés.

En quelques mois, le Parti a une croissance fulgurante : il devient le pôle d'attraction pour des milliers de jeunes noirs radicaux et des dizaines de sections se créent aux 4 coins des USA. Il commence même à avoir une politique d'alliance avec certaines organisations radicales blanches (liste commune aux élections avec le SDS : Students for a Democratic Society)... En quelques mois, le Black Panthers Party est devenu « la plus grande menace pour la sûreté de l'État américain », d'après le chef de la CIA de l'époque.

Erreurs et déclin

Malgré des débuts hallucinants, deux erreurs politiques graves sont commises : une mauvaise définition de sa base sociale, et une analyse erronée du régime américain.

Dès le début, le Parti dénonce l'analyse marxiste classique selon laquelle c'est la classe ouvrière qui a la force sociale pour renverser la bourgeoisie. D'après les Panthères, la classe ouvrière américaine est blanche, et profite du racisme qui touche les Noirs : elle a donc trop à perdre à se battre contre

le système. Ils fondent leurs espoirs exclusivement sur la jeunesse délaissée des ghettos, qu'ils identifient au « lumpenprolétariat ». Les conséquences de cette analyse sont : 1) un très fort sectarisme avec le mouvement ouvrier organisé, et 2) de gros efforts dépensés pour organiser ce milieu dispersé (organisation de petits déjeuners gratuits dans les ghettos).

La deuxième erreur est une analyse du régime américain comme fasciste. Ce qui a deux conséquences : 1) une politique d'alliance parfois opportuniste (alliance avec des dirigeants Républicains au nom de la lutte antifasciste), et 2) un militarisme très prononcé (plusieurs Panthères sont tués dans des combats de guérilla urbaine contre la police).

Malgré ces erreurs, l'appareil d'État américain va mettre le paquet pour mater cette menace : création d'un programme d'espionnage spécial (Co. Intel.Pro), surveillance permanente, arrestations de dirigeants à la chaîne, infiltration et création de dissensions internes, assassinats...

C'est la combinaison des erreurs politiques et de cette féroce répression qui aura raison du Parti, pourtant si prometteur. Sous cette énorme pression, le Parti ne met que quelques années à exploser : ses dirigeants emprisonnés ou assassinés, il devient un terrain de rivalités, puis va de scission en scission.

Il reste malgré tout l'expérience la plus poussée de parti révolutionnaire aux USA.

H'ayim, [Nanterre]



Après le procès de Samuel, continuons le combat !

Le 18 novembre, Samuel passait en appel au Tribunal de grande instance de Paris. Condamné en mai à 5 mois de prison avec sursis et 500 € d'amende pour outrage à agent (il aurait craché sur un flic et l'aurait insulté), il saura seulement le 13 janvier si cette peine est confirmée ou non. Le procureur a requis le maintien ou, si Samuel accepte, 100 heures de travaux d'intérêt général et une réduction à... 4 mois de sursis!

Quoi qu'il arrive, nous devons être nombreux lors du verdict, car si la réquisition du procureur est suivie, voire si c'est une peine plus lourde qui tombe, ou même si Samuel est condamné alors qu'il demande la relaxe, il faudra montrer notre indignation et notre colère.

De la même manière, quatre lycéens, mis en examen pour avoir participé à une action à l'inspection d'académie de Bobigny, ont été convoqués en octobre par le juge pour enfants. Ils ignoraient que celui-ci allait immédiatement les juger! C'est le 7 décembre que la décision sera rendue au tribunal de Bobigny.

Depuis que le mouvement est réprimé, ce sont quatorze personnes qui ont été condamnées lors de procès à Paris, Pontoise, Bayonne, Bordeaux et au Mans. Deux ont été relaxées. De plus, il y a 29 personnes mises en examen à Bobigny, Millau et Paris (où certaines risquent jusqu'à 5 ans de prison pour avoir occupé une annexe du ministère de l'Éducation!).

La condamnation de militants et de jeunes est très grave: cela veut dire que, si on laisse faire, on pourra nous empê-

cher de militer dans les années à venir. Or, c'est bien cela que veut le gouvernement. Comment laisserait-il se développer une nouvelle génération militante, qui a mené un mouvement de quatre mois et l'a affronté?

La répression des jeunes et des militants est un grand dada de ceux qui nous gouvernent. Dans tous les secteurs il existe des militants qui ont à faire à la Justice. Quant à la jeunesse révoltée, on voit bien ce que sont les jugements à la pelle et les accusations de criminalité contre elle.

Être solidaires les uns des autres, ce n'est pas abstrait: à l'heure de l'état d'urgence et des procès politiques, il faut redoubler de vigilance, car demain, tous ceux qui refusent de fermer leur gueule face aux injustices pourront se retrouver devant le juge.

Le plus gros problème, c'est que, passé le mouvement lycéen ou les émeutes, on ne parle plus de cette répression. La Justice veut faire traîner les affaires de façon à ce que lorsque les procès ont lieu, plus personne ne s'y intéresse ou soit au courant. Alors partout nous devons agir pour informer et mobiliser contre la répression, car personne ne le fera pour nous!

Verdict des quatre de Bobigny le 7 décembre à 8h30 au TGI de Bobigny (M^o Pablo Picasso).

Verdict de Samuel le 13 janvier à 13 heures au TGI de Paris (M^o Cité).

JB, [Nanterre]

Arrêter cet État: voilà l'urgence!

Depuis que la droite a repris le pouvoir en 2002, elle s'est attelée à détruire les acquis sociaux gagnés par des années de luttes: services publics, retraites, sécu, droit du travail, éducation pour tous... Doit-on s'étonner de la voir remettre en place une loi datant de 1955? S'étonner non, mais se révolter oui!

Les victimes du gouvernement, ce sont bien les enfants et petits-enfants de ceux qui se sont battus hier! Ce sont notamment les enfants des peuples colonisés à qui l'on veut faire croire maintenant que la colonisation avait des « aspects positifs »! C'est contre nous tous, jeunes lycéens, étudiants, salariés ou chômeurs que l'état d'urgence est mis en place. En permettant des fouilles dans toutes les circonstances, en interdisant des manifestations et rassemblements, voire, car cela est permis par la loi, en limitant le droit de grèves, qui veut-on faire taire?

Il y a deux ans, sur un plateau de télé, Sarko disait à Le Pen: « Vous êtes un homme du passé. » Mais lui et Villepin rêvent aussi d'un ancien temps où les patrons étaient officiellement tout puissants. Où le droit du travail n'existait pas. Où l'on parquait les « classes dangereuses » en périphérie des villes. Où l'on devait fermer sa gueule et dire amen aux bons messieurs qui gouvernent. Où, dès 14 ans, les enfants d'ouvriers partaient à l'usine. Où les savants mettaient leurs découvertes au service du développement des intérêts des plus riches et de l'expansion coloniale. Le « Pacte pour la recherche » qui se trame aujourd'hui dans les ministères et qui a déjà été présentée en conseil des ministres va dans ce sens: la recherche du fric et des profits plutôt que des savoirs. Elle va dans la droite ligne rétrograde des autres réformes de l'éducation, du LMD à la loi Fillon. Dans les universités, nous devons informer sur cette loi et nous mobiliser contre elle ainsi que pour nos conditions d'études, les baisses de budgets et l'application calamiteuse du LMD!

Le gouvernement veut en revenir au XIXe siècle. Mais il oublie, où veut nous faire oublier, que de tout temps le peuple, la jeunesse et les salariés ont su lutter pour obtenir des droits et contrer l'offensive de la classe dominante. C'est en nous unissant et en luttant que nous pourrons arrêter les coups du MEDEF et de ses serveurs. Nous nous sommes battus contre la « réforme » des retraites, la privatisation des services publics, le LMD dans les facs et la loi Fillon dans les lycées. Depuis le début de l'année nous avons pu voir la bataille pour la SNCM puis pour la RTM à Marseille. Dans les quartiers, la jeunesse la plus déshéritée s'est révoltée contre Sarko, sa police raciste et la misère sociale. Nous ne pouvons pas laisser le gouvernement réprimer! Il faut exiger l'amnistie de tous les émeutiers, car ils n'ont fait que lutter. Notre camp social, c'est celui des victimes du gouvernement, pas celui des flics et de Sarko!

En 2002, nous étions des centaines de milliers dans la rue contre Le Pen. Alors face à un gouvernement qui reprend la politique du FN, allons-nous nous laisser faire? Au contraire! En 2005 nous avons lutté, en 2006 il nous faudra gagner!

échance concrète de l'organisation.

La directive Bolkestein, qui permettrait à n'importe quelle entreprise européenne d'appliquer partout en Europe le droit du travail du pays où elle dépose son siège social, en délocalisant tous les acquis sociaux, constitue une arme atomique contre le droit du travail et les services publics. Soumise au parlement européen entre mi-janvier et mi-février, une « grande manifestation unitaire » et européenne a été décidée, sans doute le 14 janvier. Participons à l'organisation des cars unitaires de toute la France.

Organiser partout des forums unitaires pour l'alternative au libéralisme

Les collectifs du 29 Mai vont élaborer une « Charte antilibérale ». Le collectif national (CN) du 29 Mai enverra une liste de propositions aux collectifs. Ils en discuteront, en associant au maximum les habitants des quartiers populaires. Au mois de février, une série de propositions sera

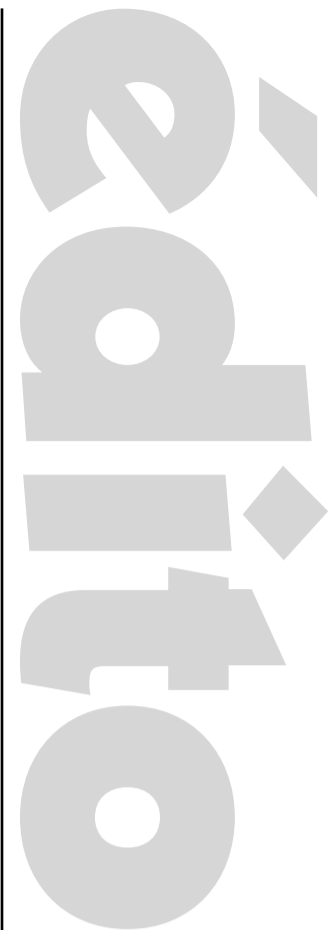
adoptée à la fois par des représentants désignés par les collectifs et des acteurs du CN du 29 Mai. À nouveau soumise à l'accord des collectifs, la charte antilibérale sera enfin adoptée lors des Assises nationales en avril 2006.

Pour construire le débat sur l'alternative à Paris et en IDF, les collectifs de quartier organisent chacun un débat sur une question du 23 au 27 janvier. Une grande initiative publique sur l'alternative politique conclura cette semaine, avec meeting et concert. Plus nous mobiliserons de jeunes de toutes conditions de vie dans cette dynamique, plus nous pourrons défendre l'ensemble des revendications de la jeunesse. Pour combattre la politique Sarkozy et de ce gouvernement, ensemble, nos révoltes auront plus de force que si nous sommes isolés.

Daniel, [JCR Sorbonne.]

Notes

1. Les citations viennent de la déclaration finale. • Allez voir www.collectifdu29mai.org



Réunion nationale des collectifs du 29 Mai

Décréter l'urgence sociale

Les 3 et 4 décembre, l'assemblée des collectifs locaux et du collectif national du 29 Mai a relancé la même dynamique que contre le traité constitutionnel européen (TCE), mais « cette fois-ci sur les résistances et les alternatives! »

Depuis la victoire, les collectifs continuent. Or les attaques antisociales et racistes du gouvernement se sont multipliées contre les salariés, les pauvres et les jeunes. Les luttes aussi: SNCM, RTM, ou le soulèvement des jeunes des quartiers populaires. Finalement, l'état d'urgence a été décrété pour pouvoir suspendre l'essentiel des libertés démocratiques. Les collectifs ont participé à toutes ces luttes, mais en ordre trop dispersé. Comme l'a si bien dit un clermontois « sortit de sa coquille » contre le TCE, « il faut aujourd'hui siffler la fin de la mi-temps ».

Strasbourg: manifestation européenne contre la directive Bolkestein

Les débats entre les 200 délégués de collectifs (moins que les 750 du 25 juin) et des dirigeants (entre autres) de Solidaires, CGT, Attac, la coordination féministe, des Alternatifs, l'opposition (en restructuration) du PS, Vert du Non, PC, LCR ont abouti à une nouvelle déclaration. Des décisions importantes ont été prises. « Nous demandons la levée de l'état d'urgence », et voulons « créer les rapports de force nécessaires face à ce gouvernement ».

Les libéraux européens souhaitent remettre le TCE à l'ordre du jour en 2007 (!), quand il faut « remettre en cause tous les traités (...) européens ». Le processus d'Athènes, jusqu'au Forum Social européen (6-9 avril 2006), doit devenir une



Sommaire

Monde 4-5

Égypte: mascarade électorale et coups de matraque
Troupes françaises hors de Côte-d'Ivoire
Guerre en Irak: toujours pas de légitimité
Israël: un « séisme politique »?
Athènes 2006: le prochain FSE
Retour sur le 4e sommet des Amériques

Dossier 6-7
« Révoltes en banlieues »

Hexagone 8-9

Construire, étendre, unifier et généraliser les grèves
Contre la privatisation des services publics
Grève de la RTM: la lutte n'est pas finie
Parti socialiste: le congrès de l'angoisse
Début de mobilisation au Mans?
Premières victimes des attaques du gouvernement, soyons les premières à lutter
Unef: un congrès dans le Champagne

Formation 10

Black Panthers Party

Kultur 11

Faut pas payer de Dario Fo
Fragile des Têtes Raides
Kilomètre Zéro, d'H. Saleen
Le rap censuré? Mais vas niquer!

Égypte : mascarade électorale et coups de matraque



Les médias occidentaux peuvent s'en émouvoir mais cela ne changera rien à l'affaire. La confrérie interdite mais tolérée des Frères Musulmans réalise une percée historique lors des élections législatives en Égypte. La troisième vague du scrutin s'achèvera le 11 décembre

Les gros bras du PND passent à tabac les sympathisants d'opposition, Frères Musulmans en tête. Si besoin, la police intervient.

avec sans doute 25 % des sièges attribués aux islamistes. Néanmoins, les vrais problèmes politiques sont ailleurs.

D'abord ce scrutin n'a rien de démocrati-

que. Les trois quarts des électeurs ne se sont pas déplacés, convaincus d'avance de la victoire écrasante du PND (Parti National Démocratique, au pouvoir). Mais en Égypte, certains inscrits votent trois fois, y compris les

morts! D'autres ne se déplacent que dans la mesure où leur vote pour le candidat du pouvoir leur sera rémunéré à la sortie des urnes entre 4 et 80 euros!

Ensuite, les premières vagues du scrutin se sont déroulées dans un climat de terreur. Passive, la police a couvert l'attaque de bureaux de vote par les partisans du pouvoir. Les gros bras du PND passent à tabac les sympathisants d'opposition, Frères Musulmans en tête. Si besoin, la police intervient. Plusieurs centaines d'islamistes sont arrêtés. À Alexandrie, on déplore un mort mais les incidents violents émaillent l'ensemble du territoire. Les urnes sont bourrées, voire séquestrées. En signe de protestation, les juges indépendants chargés de surveiller le scrutin menacent de ne pas assumer leur rôle lors de la troisième vague de scrutin.

L'opposition de gauche (marxistes, socialistes, nassériens) brille par son absence. Elle paye sans doute son manque d'implantation dans les couches populaires et son alliance de circonstance avec le Wafd (opposition conservatrice). L'opposition légale déjà chétive est en recul. Seuls les Frères Musulmans ont su mobiliser leur base, mais aussi défendre les bureaux de vote et, par endroits, se révéler les garants de la transparence du scrutin. Le régime de Mubarak a beau jeu de sonner l'alarme: si l'Égypte se démocratise, c'est la porte ouverte aux islamistes! C'est en fait un message à l'Occident pour que les grandes puissances continuent de soutenir sa dictature à coup d'aides militaires.

Gustavo

Guerre en Irak : Toujours pas de légitimité

Le programme « Pétrole contre nourriture » fut lancé en 96 après l'embargo total contre l'Irak (responsable de la mort d'un million d'Irakiens) suite à la guerre contre le Koweït. Il était sous le contrôle du Conseil de Sécurité de l'ONU et proposait un échange de pétrole brut contre des denrées de premières nécessités (médicaments, nourriture...). Il a pris fin en 2003 avec l'invasion de l'Irak par la coalition US.

En janvier 2004, un journal irakien publie la liste de 270 personnalités ou entreprises ayant détourné de l'argent ou payées des pots-de-vin au régime de Saddam dans le cadre de ce programme. Furent ainsi impliqués le fils de Kofi Annan, Pasqua mais aussi Georges Galloway, l'un des principaux opposants à la guerre en Grande Bretagne. C'est la nouvelle stratégie US visant, en décrédibilisant ceux qui d'une manière ou d'une autre se sont opposés à l'invasion de l'Irak, à légitimer la guerre au moment même où leur politique est contestée par de plus en plus d'Américains. Les US entament une campagne de « chasse aux sorcières »: Kofi Annan est fortement invité à démissionner de l'ONU et les interrogatoires commencent au Sénat US.

Seulement, ces « procès de Moscou » version 2005 n'ont pas tenu une seconde face au député britannique Georges Galloway. En effet, condamné par le Sénat avant même qu'il soit interrogé, Galloway retourna les accusations et de coupable il passa à juge: « Sénateur! Ceci n'est qu'un monstrueux écran de fumée. Vous êtes en train de détourner l'attention des crimes que vous avez soutenus, depuis le vol de milliards de dollars extorqués à la richesse des Irakiens. »

Yoan [Melun]

Total en Birmanie: Travail gratuit ou crève.

Sept Birmans accusent le groupe Total de les avoir forcés à travailler gratuitement sous la pression de l'armée sur le chantier du gazoduc de Yadana en 1995. Plutôt que de risquer la condamnation, Total a préféré passer un accord avec les plaignants. Chacun d'entre eux recevra 10 000 euros. Histoire de se blanchir, Total a payé 25 000 euros à Bernard Kouchner (PS) qui réalise un rapport où il assure que Total a lutté contre le travail forcé...

Donc pour 95 000 euros, Total peut continuer à forcer à travailler les Birmans avec l'accord de l'UMP et du PS...

La question du retrait des troupes fait son entrée au parlement US

Étant donné la pression de la contestation croissante de l'opinion vis-à-vis de l'intervention en Irak et l'approche des élections législatives, nombre de personnalités, dont Bill Clinton, condamnent désormais la stratégie de Bush. Ainsi, le député démocrate John Murtha, vétéran du Vietnam, a soumis au parlement la 1ère motion demandant le retrait dans un délai de six mois. Afin de contrer cette initiative, Bush et ses amis ont lancé une campagne de spots télé rappelant les déclarations en faveur de la guerre des dirigeants démocrates. Ces derniers ont rétorqué qu'ils avaient été trompés par les mensonges de la Maison Blanche. L'opposition se propage même au sein des républicains. Quelques jours auparavant le Sénat avait voté en large majorité (79 voix pour, 19 contre) une résolution exigeant un rapport trimestriel sur la stratégie de George Bush en Irak.

Cyber répression en Tunisie

Six jeunes hommes originaires de Zarzis en Tunisie, ont été arrêtés par les autorités tunisiennes entre janvier et mars 2003, détenus arbitrairement et torturés pendant leurs interrogatoires. Privés de procès équitable, ils ont été inculpés pour « utilisation d'Internet à des fins d'activité terroriste » et condamnés sans preuve, le 6 juillet 2004, à 13 ans de prison.

Nous demandons la libération immédiate de ces jeunes incarcérés depuis déjà plus de deux ans pour s'être connectés sur internet.

La France, dernière de la classe

Dans la majeure partie des pays européens, la scolarité obligatoire s'arrête entre 16 et 18 ans. Seule la Serbie fait cesser l'obligation à 14 ans, le Monténégro, la Macédoine, la Grèce et le Portugal à 15 ans. Ainsi, en instaurant l'apprentissage à 14 ans, la France rejoindrait le peloton de queue des pays européens quant à la durée obligatoire de scolarité.

Troupes françaises hors de Côte d'Ivoire



La situation de crise en Côte d'Ivoire provient de la bataille que se livrent les puissances impérialistes pour l'appropriation des richesses locales.

Jusqu'à présent, la Côte d'Ivoire était le pré carré de la France, un modèle de l'exploitation néocolonialiste. Les contrats d'exploitation des matières premières et des marchés publics se faisaient automatiquement au profit d'entreprises françaises. Seulement le président ivoirien Laurent Gbagbo a décidé de diversifier les « partenariats » et de ne plus faire de la France l'unique « partenaire » économique, et s'adresse entre autres aux USA, à l'Afrique du sud, la Chine...

Cette concurrence entre les impérialismes pousse la France à envoyer son armée pour reprendre le contrôle de la situation. Ainsi, lors des manifestations, l'armée française n'hésite pas à tirer depuis

d'autre objectif que de diriger le pays dans l'intérêt de l'impérialisme. Profitant de la division de la classe ivoirienne en trois fractions, la France a réussi à s'imposer comme chef de la partie.

D'un côté Henri Konan Bédié, représentant la vieille école de la francophonie, est favorable à la France. D'un autre côté, Alassane Dramane Ouattara, se posant en représentant des populations opprimées du nord essentiellement musulmanes, est plus favorable aux États-Unis. Et enfin, Laurent Gbagbo qui veut diversifier les « partenariats » économiques et qui reste profondément néolibéral. L'explosion de la crise de « l'ivoirité » a pris son caractère le plus spectaculaire avec l'exclusion explicite de Ouattara (originaire du nord et ancien Premier ministre) de la participation effective à la vie politique nationale du fait de sa

des hélicoptères sur la foule faisant des dizaines de morts. C'est la France qui a stoppé la progression des rebelles vers le sud et empêché la contre-attaque des forces gouvernementales. Les deux forces en présence n'ont pas « nationalité douteuse »! Sous la houlette d'Henri Konan Bédié qui venait de prendre la succession de Félix Houphouët-Boigny comme président de la Côte d'Ivoire en 1993, cette exclusion a été formalisée avec la rédaction d'une nouvelle constitution imposant des conditions drastiques pour être reconnu « ivoirien ». Mais Ouattara a également utilisé l'« ivoirité » lorsque cela lui était utile. Le concept d'« ivoirité » est un concept réactionnaire destiné, en temps de crise, à diviser la population afin d'éviter une union qui pourrait renverser le statu quo.

Pendant que cette crise se déroule en Côte d'Ivoire, l'Assemblée nationale française a refusé de modifier la loi du 23 février 2005, pour en supprimer l'article 4 sur le « rôle positif de la présence française » outre-mer. Positif pour les entreprises françaises et leurs patrons mais pas pour les travailleurs ni des colonies ni de la métropole. Plus que jamais un mot d'ordre à défendre partout, troupes françaises hors de Côte d'Ivoire et hors d'Afrique!

Charlie, [Bourges]

Quatre militaires français en garde à vue en Côte d'Ivoire.

Quatre soldats français de la Force Licorne, dont le colonel Éric Burgaud, ont été placés en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur le décès suspect d'un civil ivoirien en mai 2005 dans un véhicule blindé français, a-t-on appris de sources judiciaires. Le colonel Burgaud a été placé en garde à vue mardi 29 novembre après-midi tandis que les trois autres soldats l'ont été lundi matin. Ils étaient entendus dans les locaux de la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris. Le rapport d'enquête de l'armée, transmis par le ministère de la Défense à la juge d'instruction du Tribunal des Armées de Paris, fait apparaître deux niveaux de responsabilité dans cette mort. « Celui de l'implication directe ou

indirecte dans l'homicide d'une part, celui de la falsification des rapports et de la dissimulation de l'ensemble des faits d'autre part ». Pour avoir couvert ce décès, le général Henri Poncet, ancien commandant des forces françaises en Côte d'Ivoire, et plusieurs autres responsables militaires français ont été rappelés en France avant d'être été suspendus par la ministre de la Défense Michèle Alliot-Marie. Depuis, le général français a fait l'objet d'un blâme avant d'être muté. D'autres militaires devaient être traduits devant un conseil d'enquête.

Une preuve de plus que les forces françaises sont là pour « défendre » les Ivoiriens...

Parti Socialiste : Le congrès de l'angoisse

Le fonctionnement de ce congrès du PS est digne de bon nombre de républiques bananières. À titre d'exemple on peut se demander pourquoi la fédération de Haute Corse enregistre 100,19% de votants (cf. L'hebdo des socialistes). Dans plusieurs fédés des centaines de votants n'étaient pas inscrits sur les listes d'adhérents, certaines urnes se sont déplacées au domicile de certains adhérents, les lieux de vote ont été changés sans que soit prévenus tous les militants. Des clefs de fédés ont été subitement changées dans la nuit afin d'empêcher les opposants d'entrer. Les horaires de vote ont été très élastiques d'une fédé à l'autre selon que les partisans d'Hollande avaient voté ou non. Et tout cela n'est qu'un aperçu infime des pratiques de la direction Hollande.

Synthèse ou foutaise ?

Lors du congrès national au Mans, les socialistes ont voulu nous donner l'image d'une unité retrouvée. Mais qu'en est-il concrètement ? 5 motions ont été présentées : Motion 1, Hollande; Motion 2, Fabius - Mélenchon; Motion 3, Utopia (proche Hollande); Motion 4, Bockel (Pour un socialisme libéral); Motion 5, Emmanuelli - Filoche - Montebourg (gauche du PS). Les militants de la motion 5 espéraient une possible alliance avec la motion 2 afin d'obtenir une majorité de gauche au PS. Mais

la motion Hollande a obtenu la majorité absolue avec 53% avec les méthodes que l'on sait. Pourtant Hollande est en chute libre: 82% en 1997, 74% en 2000, 63% en 2003. Les partisans de Hollande ont proposé une synthèse générale aux autres motions. Certains dirigeants de la motion 5, Emmanuelli, Hamon et Peillon ont tout de suite accepté sans consulter leur base. Cela alors que 80% de la délégation de la motion 5 y était opposée. Situation curieuse alors que la gauche du PS n'a pas été aussi forte depuis longtemps. Reste le trio Dolez - Filoche - Montebourg qui s'est opposé à la synthèse. Les médias ont parlé de gauchissement de la ligne avec cette synthèse. Mais pourtant rien n'a été posé contre les licenciements boursiers, pas de retour sur la réforme des retraites de la droite, rien sur la défense de la SNCM et de la SNCF. Le SMIC à 1 500 € est promis mais pour... 2012!! C'est bien d'un coup de barre à droite qu'il s'agit.

Quelle conclusion ?

Il est clair que le PS ne peut changer. Filoche et cie ont beau croire en sa capacité de se refonder, ils ne font que distiller des illusions parmi les militants sincères. Il est plus que temps de construire à gauche une alternative au social-libéralisme.

Laurent, [Tolbiac]

Début de mobilisation au Mans ?

Une assemblée générale a eu lieu sur la fac du Mans jeudi 16 novembre. Elle a réuni environ 100 personnes, dont une quarantaine de profs. Les syndicats de profs présents étaient le SNESUP, FO et l'UNSA. Les syndicats étudiants présents étaient SUD étudiant et la Confédération étudiante, qui n'est pas intervenue.

La DGF (Dotation Globale Financière, calculé une norme très strict) fixé sur une base de fonctionnement 100, seulement 80-85% est versé. Ceci à pour effet de créer une demande financière venant des universités, qui fait craindre une arrivée du privé sur les campus. Pour l'instant cela se traduit sans doute par des suppressions de filières (pour le cas du Mans : l'anglais et l'allemand pour les lettres, des filières scientifiques, mais

aussi des diminutions de budget selon les UFR). Pour l'année 2006, l'application du LMD va se traduire par un gros trou financier pour l'université du Mans en particulier.

A la fin de l'AG un comité de lutte a vu le jour, Sud étudiant étant le relais des étudiants de l'université.

Les revendications apportées par SUD étudiant dans le comité :

- une université 100% public pour de vrai étudiants. Un réinvestissement de l'Etat avec le respect de la DGF
 - Une recherche fondamentale de qualité et 100% public
 - La réhabilitation sociale des étudiants : logement décent, et un salaire social
- A suivre donc...

Pierre, [Le Mans]

Premières victimes des attaques du gouvernement, soyons les premières à lutter !!

Les femmes, nous sommes les premières victimes des attaques du gouvernement. Par exemple, avec la réforme universitaire du LMD, pour sortir diplômé de la fac il faudra avoir un bac +3, alors que jusqu'à présent, on sortait diplômé avec le DEUG (bac +2). Mais les femmes, en raison de tout un tas de pressions, arrêtent leurs études supérieures beaucoup plus tôt que les mecs. Beaucoup d'entre elles vont donc ressortir sans aucun diplôme de l'université. Le développement des emplois précaires pénalise plus les femmes également. D'abord parce que 80% des emplois précaires sont occupés par des femmes, mais également parce que la précarité exclut souvent les femmes enceintes du marché du travail. Par exemple, pour les pionnes, avec le statut de MI/SE, il était possible pour une femme d'avoir un congé maternité sans perdre son travail. Aujourd'hui avec le statut d'AE (Assistant d'Education) qui est en général un contrat d'un an renouvelable, si tu tom-

bes enceinte vers la fin de ton contrat, tu es sûre de ne pas être renouvelée.

En plus le gouvernement fait en sorte que les femmes enceintes qui sortent du marché du travail ne soient pas comptabilisées comme chômeuses puisque mères au foyer!

La conférence de la famille, qui s'est tenue en septembre sous la direction de Villepin va exactement dans ce sens... Objectif officiel : augmenter le taux de fécondité. En effet, « si le nombre de familles avec trois enfants doublait, le renouvellement des générations serait assuré ». Et d'augmenter l'allocation Parentale d'Education (APE) pour le 3^{ème} enfant, donnant le choix entre 512 euros par mois pendant 3 ans ou 750 euros par mois pendant 1 an. Dans le même temps, il propose le doublement de la réduction d'impôt offerte aux familles qui embauchent des assistantes maternelles, par exemple. Encore faut-il pouvoir en embaucher... Du coup, les familles qui n'en ont pas les moyens (la majorité) font le

Un congrès dans le Champagne

Du premier au quatre décembre se tenait le 79^e congrès de l'UNEF à Reims (en Champagne). Alors que les attaques du gouvernement sont de plus en plus fortes, en particulier contre la jeunesse, la direction voulait un congrès de travail.

Ces deux dernières années, il y a eu une dégradation des conditions d'étude et des conditions de vie des étudiants. La réforme LMD, qui s'applique maintenant dans toutes les facs, augmente la sélection à l'université et individualise les diplômés. On voit bien sur nos universités que l'application du LMD est de plus en plus folle. Près de 2 étudiants sur 3 sont obligés de se salarier pour pouvoir étudier. Mais ce n'est pas fini. En ce moment même, est discuté au parlement le « Pacte sur la Recherche » (nouveau nom de la Loi d'Orientation sur la Recherche et l'innovation - LOPRI) qui entraînera une concurrence entre les universités, en les obligeant à rechercher elles-mêmes leurs financements. Ce qui veut dire que sur le long terme, seules les filières « rentables » seront sauvées.

En outre, l'état d'urgence est dirigé en premier lieu contre les jeunes. Il permet à ce gouvernement d'imposer des couvre-feux, de perquisitionner à domicile ou encore de remplacer les tribunaux par des tribunaux militaires... Il y a eu des couvre-feux à l'université du Mirail à Toulouse, obligeant tous les cours à s'arrêter à 16h30 et tous les étudiants à quitter les lieux.

Les tâches du premier syndicat étudiant sont de préparer la riposte, rien de moins.

Des promesses... Pour surtout ne rien faire.

Ces attaques demandaient une réponse à la hauteur des enjeux de la part de l'UNEF. Au lieu de cela, la direction de l'UNEF (Tendance Majorité Nationale, élue avec 83% des voix) avait prévu un « congrès de travail ». Ce dont nous avons besoin aujourd'hui, c'est d'un matériel d'information sur le pacte sur la recherche et d'une date de mobilisation. C'est ce qu'a proposé la Tendance Tous Ensemble, représentant 9,95% des voix. Au lieu de matériel concret, nous devons nous contenter de pro-

messes : « L'UNEF n'attendra pas patiemment 2007 pour voir les choses évoluer, et se donne comme ambition de mobiliser les étudiants pour arriver à faire fléchir la ligne du gouvernement. »

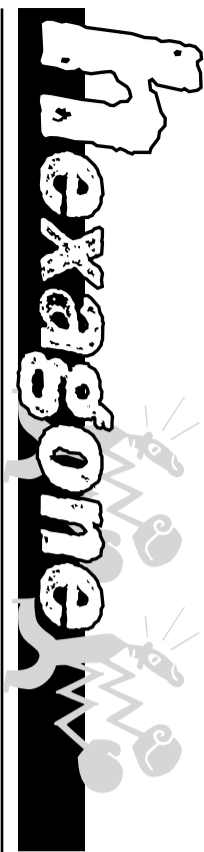
La direction de l'UNEF a gauchi son discours pour le congrès, pour satisfaire des militants qui voient bien que la situation s'aggrave. Mais, contrairement à 2003, la direction refuse de se donner les moyens de mobiliser les étudiants alors que les attaques du gouvernement sont beaucoup plus graves ! Nous n'avons pas de date de mobilisation, nous n'avons pas d'affiche, pas d'analyse, pas d'échéancier... Bref, nous n'avons rien qui nous permet de mobiliser.

À nous d'être à la direction des luttes !

Aujourd'hui, aucun syndicat ne souhaite proposer de se mobiliser aux étudiants. Mais la gravité des attaques comme le LMD et la loi sur la recherche apparaît de plus en plus clairement aux yeux des étudiants, et cela conduit que des équipes locales à se mobiliser régulièrement. Si la direction de l'UNEF ne veut pas mobiliser, c'est à nous de le faire ! Nous devons nous saisir des problèmes liés à l'application du LMD ou au budget (voté en décembre) nous devons informer sur le Pacte Pour la Recherche dans l'ensemble des TD et des amphis. Nous devons saisir la moindre occasion pour mobiliser les étudiants et étendre la lutte aux autres facs.

Profitons du moins de décembre pour renforcer nos analyses et nos liens entre universités pour préparer une riposte d'ampleur en dès la sortie des examens, dès début 2006 ! La date du jeudi 23 février a été proposée au congrès par la tendance Tous ensemble comme date de mobilisation nationale. La direction, voyant que cette proposition est extrêmement légitime aux yeux d'une grande partie de ses militants, a dit qu'elle proposerait une date de mobilisation au début du semestre. Cela doit nous convaincre d'autant plus que nous devons prendre des initiatives. Commençons à mobiliser pour le 23 février, cela peut être une réussite.

Bernardo, [Jussieu]



Amende record pour les opérateurs téléphoniques

Orange, SFR et Bouygues se sont vus infliger une amende de 534 millions d'euros pour entente illicite et échange d'informations. Les opérateurs s'étaient en effet concertés pour pouvoir faire augmenter leurs prix sans nuire à leur part de marché. Depuis la fin des années quatre-vingt-dix, le mobile est devenu un outil indispensable pour tous les travailleurs et constitue une part importante de leur budget. Ce sont les utilisateurs de portable qui devraient donc être remboursés par cette amende et non pas l'État qui invoque juste une entorse à la libre concurrence.

Une solution : construire, étendre, unifier et généraliser les grèves !

Après France Télécom, l'eau ou Air France, la grande braderie continue avec la SNCM, les autoroutes, le fret ferroviaire, la Poste et surtout « l'affaire » du moment à ne manquer sous aucun prétexte, les actions EDF. Villepin poursuit aujourd'hui la politique de ces prédécesseurs, prétendument de gauche ou véritablement de droite, en privatisant nos services publics. C'est dans ce contexte de démantèlement que la Fédération des collectifs de défense des services publics a appelé à manifester le 19 novembre à Paris et dans toute la France. Cette journée était non seulement importante en elle-même (40000 manifestants) mais elle ouvrait également une semaine de conflits sociaux. La grève à la SNCF n'a pas été « classique » si l'on peut dire : le conflit a démarré avec une grève reconductible et, malgré cela, s'est terminé très rapidement par des déclarations d'intention de la direction. Quant à la grève des enseignants, elle est tellement passée inaperçue, qu'on peut se demander si les directions syndicales ont inventé une nouvelle stratégie : la grève « discrète »...

Les luttes sont partielles et leur unification est un enjeu central. Mais les direc-

tions syndicales freinent autant qu'elles le peuvent, en freinant la convergence entre les luttes, en ne proposant même pas de journée d'action. Par exemple elles ont attendu patiemment que le mouvement s'enlise à Marseille alors que le gouvernement en faisait un enjeu national et qu'une partie importante des travailleurs s'identifiait à la lutte des grévistes de la RTM !

On ne peut néanmoins pas parler de ces mobilisations sans tenir compte du contexte dans lequel sont menées ces luttes. Le gouvernement n'hésite pas à réprimer de façon systématique. L'État a envoyé le GIGN contre les grévistes de la SNCM. L'État a aussi essayé de briser la grève de la RTM par une décision de justice rendant le préavis de grève illégal. Aujourd'hui on est passé au stade supérieur avec la mise en vigueur de la loi sur l'état d'urgence dont la durée a été prolongée de trois mois. Même s'il n'y a pas de riposte massive, la colère monte et gagne même des parties de la population qui ne se mobilisaient pas auparavant comme les stagiaires.

Grève de la RTM, manifestation du 19 novembre, grève dans la SNCF, grève du 24 novembre dans l'éducation natio-



© Joël F. VOLSON

nale, recherche, EDF... Les conflits sociaux restent nombreux et durs. Toutes ces luttes entretiennent une contestation de la politique du gouvernement et expriment une volonté de la part des travailleurs de ne pas se laisser faire. Mais c'est d'un mouvement bien plus vaste et massif dont nous avons besoin pour vaincre ! Le gouvernement est ferme, à nous et l'ensemble de notre camp social de l'être aussi et de mener nos batailles jusqu'au bout. Sans plus attendre, il faut mobiliser autour de nous et convaincre de la nécessité des grèves et d'une

riposte d'ensemble. Il faut prendre le problème à la base et construire des équipes militantes prêtes à aller à l'affrontement et à donner une direction alternative pour les luttes. La grève générale n'est pas simplement une « question syndicale », elle est politique parce que c'est le seul moyen de se débarrasser du gouvernement, de poser à grande échelle la question du pouvoir : qui gouverne, pour défendre les intérêts de qui ?

Hélène, [Metz]

Contre la privatisation des Services Publics !

Dans quelques jours à Hong Kong, les servants fidèles du libre-échange entérineront à l'OMC la mise en œuvre de l'AGCS. Une aberration mondialisée qui sonnera le glas des derniers services « protégés » de la loi de la concurrence, santé et éducation en tête. Un mois plus tard, le parlement européen votera sans coup férir son application à l'échelle des vingt-cinq, en disant « oui » à la fameuse directive Bolkestein. Une nouvelle norme idéologique internationale se déploie à grande vitesse pour impulser le retrait de l'État. Les libéraux sont formels, l'intérêt général est une idée du passé...

En France comme ailleurs, la parenthèse enchantée des services publics forts est en voie d'extinction. Suivant sans broncher les préceptes prêchés par Thatcher et les pionniers du capitalisme libéralisé, le gouvernement poursuit la lente agonie de l'État social. Trois décennies de politiques libérales continues auront eu raison du bon sens : après les transports, la télévision ou la banque, c'est au tour de l'énergie de passer dans le joug de l'intérêt privé. L'activisme des Robin des Bois, la répétition des coupures de courant ciblées ou encore les mobilisations de salariés n'auront pu briser le cycle : annoncée à grands renforts de publicité ordurière, la privatisation d'EDF a bien eu lieu, et l'entreprise est depuis un mois en vente libre sur les marchés boursiers. Des actions qui scellent la fin d'un service public né en 1946 grâce au CNR, et qui garantissait à tous un accès équivalent à l'énergie. Amorcée en son temps par Chirac et Jospin unis sous le soleil de Barcelone, cette offensive des barons de la propriété privée ne s'est pas trompée de cible : EDF est l'entreprise publique qui retire le plus de bénéfices. Malgré la qualité de son fonctionnement, elle devra dorénavant se plier aux règles du profit, quand bien même les expériences étrangères illustrent la médiocrité d'une électricité privée. Et d'ores et déjà

s'entrevoit le lot de conséquences sociales de la quête de rentabilité : dégradation des conditions de travail, hausse des prix, fin des services les moins rentables,

Sur le dos d'EDF nul doute que s'enrichiront les éternels possédants. En confisquant aux gens une entreprise publique en bonne santé, à grands coups de communication et d'aliénation. En faisant croire aux salariés que les actions les enrichiront, malgré l'éten-



due des précédents. En réussissant le tour de force de faire acheter aux citoyens une entreprise qui leur appartient de fait.

5 millions de français ont acheté des actions, 20000 ont manifesté pour la défense des services publics. Disproportion qui nous oblige à agir vite et sans relâche auprès des salariés, pour activer le travail de déconstruction de l'idéologie bourgeoise du primat de la propriété privée. À nous d'être présents pour exiger la réappropriation de nos biens communs spoliés, étape décisive dans l'optique d'une mise en branle des logiques du profit et de l'intérêt.

Étienne, [Tolbiac]

Grève de la RTM : la lutte n'est pas finie !

Durant le week-end du 19 novembre FO et UNSA (majoritaires dans un dépôt sur quatre) ont quitté l'intersyndicale qui avait tenu tête à la communauté urbaine de Marseille (UMP majoritaire) au sujet de la privatisation du tramway. Le 24 novembre ce sont les trois autres dépôts qui décident de suspendre la grève. La communauté urbaine compte mettre en place la Délégation de Service Public et laisser la Connex gérer le tramway et en récupérer

quartiers populaires périphériques. Et parmi eux les acteurs des émeutes qui concrétisent une haine proportionnelle au mépris que l'État français porte à tous ceux qu'il exclue.

Les tramots en grève, les émeutiers et tous ceux pour qui le service public est une nécessité sont tous confrontés à un état qui privatise, qui exclut, qui divise... Nous savons contre qui nous battre, reste à le faire ensemble.

Les lycéens qui animent l'émission de radio hebdomadaire « La voix des lycéens » ainsi que des étudiants de deux facultés (Aix en Provence et Marseille) ont organisé des espaces pour laisser la parole aux grévistes. À deux des trois initiatives les grévistes n'ont pas utilisé la tribune, la discussion a donc eu lieu mais sans les mieux informés. À la faculté d'Aix l'initiative a été plus concluante, à la fin de la discussion avec les syndicalistes, les étudiants présents ont décidé de créer un comité de soutien.

Nombre de grévistes et l'intersyndicale à certains moments ont travaillé à l'information. Dans les faits, l'incompréhension des Marseillais, soutenue par les médias, n'a pas été considérée comme un élément essentiel à prendre en compte pour la victoire de la grève. Les grévistes souhaitent à présent utiliser le temps de suspension de la grève pour effectuer ce travail par le biais des associations, syndicats et partis politiques. Certes, l'organisation d'un meeting unitaire (PC, Verts, LCR), à l'initiative des militants de la LCR – par ailleurs, présents dans les dépôts – a manifesté le soutien des organisations politiques mais on peut regretter cependant que cet engagement ait été tardif et insuffisant.

Mélanie, [Marseille]

Biométrie à la casse

Quelques jours après la parution du dernier RED, les machines biométriques du lycée de la vallée de Chevreuse (RED novembre) ont été attaquées par vingt jeunes masqués venus de l'extérieur. Depuis trois semaines, la cantine fonctionne sans biométrie et on ne s'en porte pas plus mal. Malheureusement ce genre de méthode n'est pas très productif : les machines vont être remplacées et trois jeunes vont passer en procès. Côté lutte on n'a pas avancé, mais on ne lâche pas l'affaire.

Une femme meurt de violences conjugales tous les quatre jours

Une femme meurt de violences conjugales tous les quatre jours... Non, ce n'est ni dans un pays en guerre ni dans un État islamiste, mais... en France ! Ce chiffre est le résultat d'une enquête menée sur 2003 et 2004 et publiée le 23 novembre. Et pourtant, il faut que la mort subite soit le fait d'un jeune arabe banlieusard pour que cela fasse la une des journaux. Mais lorsque cela arrive tous les quatre jours chez Monsieur et Madame Dupond le fait paraît beaucoup moins grave pour TF1 et Cie.

Criminalisation du mouvement social

José Bové, figure du mouvement altermondialiste, a été à nouveau condamné à quatre mois de prison ferme pour un arrachage de maïs transgénique en juillet 2004. La cour d'appel de Toulouse a aussi condamné le député vert Onesta et le député vert Mamère à 3 mois de prison avec sursis. Cinq autres élus Verts et militants écologiques ont été condamnés à deux mois de prison avec sursis. Encore une fois, lorsqu'il s'agit de protéger les intérêts des grosses firmes agroalimentaires, la justice tranche toujours contre nous.

Israël: un « séisme politique » ?

La presse ne sait plus quels termes employer pour qualifier les derniers événements survenus dans la vie politique israélienne: « séisme », « tremblement de terre », « coup de tonnerre », « tsunami politique » (les Indonésiens apprécieront)... Qu'en est-il exactement ?

Peretz prend la majorité du Parti Travailiste

Amir Peretz avait quitté le Parti Travailiste suite aux élections législatives de janvier 2003. Dirigeant de la Histadrout (centrale syndicale des travailleurs israéliens), Peretz reprochait au Parti Travailiste sa stratégie d'alliance avec le Likoud d'Ariel Sharon et le fait que le Parti ait délaissé les couches les plus pauvres de la population israélienne qu'il est pourtant censé défendre. C'est sur la base de cette orientation qu'il est revenu récemment au Parti Travailiste et qu'il s'est fait élire par une majorité des militants, contre Shimon Pérès. Résultat pas si surprenant que certains l'ont dit: de nombreux militants travaillistes ont en effet compris que la stratégie de Pérès menait le Parti à sa perte: incapable de se démarquer du Likoud, que ce soit sur les questions sociales ou sur la question palestinienne, le Parti Travailiste perdait sa raison d'être. Une fois élu, Peretz a immédiatement annoncé que son Parti quittait le gouvernement Sharon. Ce qui a amené ce dernier à remettre son mandat en jeu.

Athènes 2006 : le prochain Forum Social Européen des luttes

À la suite de l'immense mobilisation de Seattle en décembre 1999 pour bloquer le sommet de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), une idée germe entre différentes associations: organiser une conférence mondiale les réunissant toutes. Au même moment que se tient à DAVOS (Suisse) le forum des dirigeants de la planète, les mouvements sociaux vont tenir leur 1er Forum Social Mondial. La ville choisie pour accueillir le forum, en janvier 2001, est Porto Alegre (Brésil).

L'objectif de cette réunion est d'échanger des informations sur les différentes mobilisations menées contre la mondialisation capitaliste et de déterminer des mots d'ordres et des dates de journées d'actions qui soient communs à tous les participants. L'objectif est de faire surgir un « contre pouvoir » face aux néolibéraux, aux banquiers et aux vendeurs de canons.

L'un des objectifs fixés par les participants de cette réunion, est d'organiser des forums sociaux continentaux. Le Forum Social Européen est né de cette dynamique. Le 1er se tient à Florence (Italie) en novembre 2002, et est un immense succès. 40 000 personnes assistent aux débats animés par des acteurs de luttes venus des quatre coins de la planète. Un million de personnes manifestent, le dernier jour à l'appel du Forum pour s'opposer à la guerre en Irak.

En 2003, le Forum Social Européen est accueilli à Paris (France). Il réunit pendant 3 jours de débats, 10 000 à 15 000 personnes. Puis en novembre 2004 c'est à Londres qu'il se tient et réunit 10 000 à 15 000 personnes également. La conclusion de ce dernier fut l'appel

Sharon quitte le Likoud pour fonder un « nouveau parti du centre »

Sharon prévoyait depuis plusieurs mois de quitter le Likoud, un Parti dans lequel il était de plus en plus minoritaire, notamment depuis le retrait unilatéral de Gaza. À plusieurs reprises, au Parlement, c'est grâce aux voix des travaillistes qu'il avait pu éviter les motions de censure. Sharon est un pragmatique quia révisé ses ambitions à la baisse depuis qu'il est au pouvoir: c'est cela qui guide sa politique, que ce soit du point de vue des alliances politiques ou de la question palestinienne. Le retrait de Gaza en est une illustration: il a compris qu'à moyen terme, Israël ne pourrait plus contenir la pression qui s'exerçait à l'intérieur de ce petit bout de terre surpeuplé. Mais pas plus qu'il y a 20 ans il ne souhaite accorder une quelconque liberté à la population palestinienne. Son projet est simple: cantonner les Palestiniens dans des bantoustans surpeuplés et encerclés par des murs et par l'armée israélienne. D'où la fermeture hermétique de Gaza « libérée » et la poursuite de la colonisation et de la construction du mur en Cisjordanie.

Pérès rejoint Sharon et le « camp de la paix » s'interroge

Depuis plusieurs années, le Parti Travailiste sous la direction Pérès tra-

vaille main dans la main avec Sharon pour détruire le mouvement national palestinien et mener des politiques ultra-libérales en Israël. Rien d'étonnant à ce que Pérès ait annoncé qu'il rejoignait Sharon dans sa nouvelle aventure. Quant au « camp de la paix », il oscille. D'un côté, on peut entendre Yossi Beilin (travailliste « de gauche », co-auteur des « accords de Genève ») dire que « la décision de Sharon est (...) une réelle opportunité pour une coalition menée par le camp de la paix et incluant des anciens membres du Likoud qui ont compris que durant 38 ans ils ont trompé la Nation et se sont trompés eux-mêmes ». Vous avez bien lu: Sharon a changé, il n'est plus un criminel de guerre mais il est du côté de « la paix » Voilà qui illustre cyniquement ce qu'est devenu le prétendu « camp de la paix ». D'autres, à gauche, ne sont pas tombés aussi bas: pour eux, l'avenir, l'espoir, c'est Amir Peretz.

Peretz, un espoir pour les Palestiniens ?

Il est indéniable que Peretz propose une rupture: augmentation des minima sociaux et du salaire minimum (de 615 à 850 euros), lutte contre le chômage et la précarité. Aujourd'hui, en Israël, 25 % de la population et plus de 30 % des enfants vivent sous le seuil de pauvreté, situation



produite notamment par les politiques antisociales du gouvernement Sharon-Pérès. Mais quand on s'engage sur le terrain de la question palestinienne, problème. Peretz ne dit pas grand-chose. Il parle d'en revenir aux accords d'Oslo (dont l'injustice avait débouché sur la deuxième Intifada). Il ne dit rien sur la construction du mur, sur la colonisation et sur toutes les autres questions « sensibles » (réfugiés, statut des Palestiniens d'Israël...). Au contraire, c'est avec son approbation que les Travaillistes ont récemment voté la construction de 350 nouvelles maisons dans une colonie de Cisjordanie! On le voit, la route est encore longue et les illusions bien tenaces...

Quant à la population palestinienne, elle est lucide. Pas de séisme ou de tsunami pour eux: juste le bouclage, le couvre-feu, la colonisation, la répression. Mais ça, ça n'intéresse pas la presse. Ni le « camp de la paix ».

Julien, [Tolbiac]

Retour sur le 4e sommet des Amériques

Le 4e sommet des Amériques qui se tenait à Mar del Plata en Argentine du 1er au 4 novembre a réuni l'ensemble des chefs d'état d'Amérique (excepté Fidel Castro). Alors que les précédentes échéances tournaient autour de la question de l'ALCA (Zone de Libre-échange des Amériques), projet que les mobilisations successives ont permis de repousser, le thème du sommet

de cette année est révélateur de la modification du rapport de force: « Créer des emplois pour lutter contre la pauvreté et renforcer la gouvernabilité politique ». Quoi qu'il en soit, l'objectif des USA lors de ce sommet reste de réaffirmer sa domination impérialiste sur le continent en réalisant, à minima, des accords bilatéraux. La présence de Bush a été vécue comme une véritable provocation!

conséquences du capitalisme prôné par le FMI, la Banque mondiale et les puissances impérialistes. La pauvreté extrême de la majorité de la population n'a pas eu raison de la combativité des Argentins. Un vaste mouvement de récupération d'usines par les travailleurs est en cours (cf. « The take » de Naomi Klein) et les résistances s'organisent à tous les niveaux. C'est dans ce contexte que Bush a posé les pieds à Mar del Plata avec 2 000 soldats US pour le protéger. Dans un quotidien argentin, 57 % de la population se déclare opposé à la présence de Bush et 84 % à celle de G1's.

L'échec de Bush...

Parallèlement au sommet officiel, s'est tenu le 3e sommet des peuples. Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans la plupart des villes argentines contre Bush et la zone de libre-échange. Ces rassemblements sont dans la continuité des contre-sommes passés (OMC, G8...) et regroupent des associations, des syndicats et des partis politiques. Un appel à la grève a eu lieu et des milliers de travailleurs ont arrêté la production. En Argentine, les liens entre le mouvement antimondialisation et le mouvement ouvrier sont très forts (voir www.argentina.indymedia.org). L'ampleur de la mobilisation et le non-alignement de Hugo Chavez notamment, ont fait capoter les négociations et Bush a quitté le sommet avant la fin! À l'ALCA Chavez oppose l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA), processus dans lequel Cuba est partie prenante.

Sylvain, [Toulouse]

à la campagne contre la Constitution Européenne et à la manifestation contre le sommet du G8 en Écosse, de cet été (juillet 2005).

Le prochain Forum Social Européen (FSE) se tiendra à Athènes, du 4 au 7 mai 2006. Toutes les associations, tous les partis politiques et mouvements sociaux, partie prenante du processus des Forums sociaux, y seront présents. Il sera l'occasion comme d'habitude de faire le point sur les mobilisations en cours contre les attaques libérales et les occupations impérialistes. De nombreuses discussions seront organisées autour des suites à donner à la campagne qui a fait échec au « Traité établissant une Constitution pour l'Europe ». Faut-il une nouvelle Constitution rédigée par les mouvements sociaux? Comment faire échec à la directive Bolkestein? Comment mettre fin, aux attaques de la Commission Européenne contre les services publics et les acquis sociaux? Feront partie des nombreuses questions traitées en réunion plénière réunissant parfois jusqu'à 2 000 personnes.

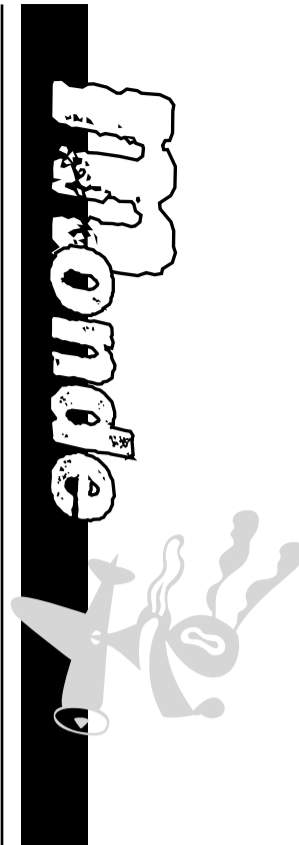
Pour plus d'infos sur le Forum Social d'Athènes 2006: <http://www.fse-esf.org/>

Benjamin, [Tolbiac]



L'Argentine en résistance !

L'Argentine a été ravagée par les politiques d'ajustement du FMI. Les richesses (pétrole et gaz) et les grandes entreprises nationales ont été bradées à des groupes privés (Total, France Telecom...). C'est l'exemple même des



Élections aux Liberia

Malgré les doutes persistants quant à la régularité des élections, Madame Johnson, ancienne fonctionnaire à la banque mondiale et ministre du gouvernement génocidaire de Charles Taylor, vient d'être élue présidente au détriment de Georges Weha. Ce dernier qui contestait les résultats des élections et appelait ses partisans à garder le calme a été invité à rejoindre le nouveau gouvernement. La communauté internationale se réjouit de cette « révolution démocratique », entendez le G8 et les multinationales sont ravies à l'idée que leur poulailler au pouvoir leur cède les marchés de la reconstruction.

La mort de Ziad et Bouna a été le déclencheur indiscutable du soulèvement des quartiers populaires du mois dernier. Cependant, celui-ci révèle une crise bien plus profonde. Colonisation, importation de main-d'œuvre après-guerre, création d'un statut de citoyen de seconde zone pour les Français d'origine étrangère, expulsion systématisée des sans-papiers, valorisation de l'époque coloniale, islamophobie galopante... C'est toute la politique raciste de la France qui est mise en cause. En effet, depuis l'entassement dans des bidonvilles des immigrés venus aider à la reconstruction économique, jusqu'à leur ghettoïsation dans les cités insalubres, la colère ne peut que s'accumuler. Et il ne suffit que d'une étincelle pour allumer le feu. Dans ce dossier nous nous proposons de revenir sur les causes de cette révolte légitime.

Les récentes consultations de la population, notamment la victoire du NON à la Constitution, révèlent que le gouvernement est totalement illégitime aux yeux des Français.

Les mobilisations de ces derniers temps ont rassemblé des millions de personnes dans la rue. À chaque fois, la confrontation avec le gouvernement était au rendez-vous. N'est-ce pas Raffarin qui a dit aux millions de grévistes en 2003: « Ce n'est pas la rue qui gouverne! ». Dès que nous votons ou sortons dans la rue, Chirac et ses amis, affaiblis mais sachant que la meilleure défense c'est l'attaque, renforcent leur politique libérale, raciste, sexiste et répressive: comment s'étonner de la colère générale et donc, de la révolte des « jeunes des quartiers »?

Les premières victimes de la crise

Si le taux de chômage est, curieusement, invariable depuis une dizaine d'années dans toute la société, le niveau de précarité, lui, évolue à une vitesse impressionnante. Le pouvoir d'achat ne fait que diminuer, le SMIC devient la norme et non le minimum, sans parler des suppressions d'allocation pour les chômeurs, du RMA, de la mise en place du CNE... La situation est telle qu'aujourd'hui la contestation gagne tous les secteurs et, toute la jeunesse. Plus personne n'est à l'abri, tout le monde entre dans l'arène de la contestation sociale... Le seuil de tolérance est atteint, y compris et notamment dans les quartiers.

Si la crise économique touche tout le monde, les banlieues sont des zones où la situation est pire qu'ailleurs: 30% des habitants des cités sont touchés par

« Politique de la ville » ou construction de ghettos ?

« Les élus ressassent rénovation, ça rassure. Mais c'est toujours la même merde derrière la dernière couche de peinture! » (IAM, Demain c'est loin).

Loin d'être une simple « politique spectacle », le « nettoyage » des cités a commencé. Tout peut se passer tranquille: le lavage médiatique raciste et sécuritaire fait son œuvre. Les événements récents dans les quartiers ont permis de commencer les arrestations et expulsions d'étrangers en masse.

Le profit avant tout

Là encore c'est la logique du profit qui s'applique. L'État fait construire 30 nouvelles prisons et 13 centres pour mineurs par les grandes entreprises françaises, et une partie des jeunes des quartiers va y finir sa jeunesse à travailler gratis pour les grands patrons français. Pour les autres c'est l'armée dans les néocolonies françaises. Pour le reste le nettoyage est prévue par le déplacement et l'entassement à l'écart dans des « quartiers-prisons » sous haut flicage.

Le gouvernement se la joue avec une politique du logement censé mettre fin à la crise des cités. Les barres et les tours sont rasées un peu partout sous prétexte de réintroduction de la mixité sociale. Mais en réalité, derrière ça, c'est une politique de ségrégation encore plus forte que ce gouvernement met aujourd'hui en place. L'immobilier est en plein boom, l'un des marchés les plus juteux, mais, en ville le mètre carré coûte cher! Alors le patronat a trouvé une solution: le plan Borloo, l'ANRU, les ZFU... On rase les quartiers, les logements sociaux, on déplace sa population et on instaure des zones franches urbaines où l'on pose des entreprises à déductions fiscales explosives, on construit des petites résidences de 3-4 étages à loyers plus élevés... Profits plus élevés à la clef!

Ghettos sous surveillance

Les populations sont, elles, entassées dans les cités périphériques déjà surchargées. Loin de régler le problème des quartiers, la politique d'urbanisme du gouvernement ne fait que le déplacer encore plus loin et l'aggraver. La fonction économique de ces quartiers pour le patronat: des réserves de chômeurs et de travailleurs précaires plus exploités



le chômage, le chiffre passe à 40% pour ceux qui sont d'« origine étrangère » et à 56% pour les moins de 26 ans. 60% des habitants des quartiers sont étrangers ou d'origine étrangère... De plus, depuis le 11 septembre 2001 et la politique sécuritaire qui en découle, les quartiers populaires sont littéralement quadrillés par la police. S'il existe une violence gratuite, c'est bien celle de cette police qui insulte chaque jeune qu'elle contrôle trois à quatre fois par jour et tabasse sans complexe lors des gardes à vue. Regarder de ce côté et de celui du racisme est la seule façon de comprendre l'ampleur et le contenu politique du soulèvement.

Soulèvements massifs

En 1981, les Minguettes, une cité de la banlieue lyonnaise s'était soulevée, c'était la première fois qu'on parlait d'émeutes dans les quartiers populaires. Depuis que les cités existent, des mouvements contre les violences policières et pour l'éga-

Révo en b

lité sociale et politique s'y sont développés malgré les difficultés auxquelles ces mouvements se sont toujours confrontés (répres-

sion, racisme, paternalisme politique du mouvement social...). Le plus connu est « la marche pour l'égalité » de 1981. Cette fois-ci, ce n'est pas un quartier ou une ville qui se sont révoltés: ce sont toutes les banlieues de France. Jamais un soulèvement dans les cités ne s'était si largement étendu que ce soit en terme de temps mais surtout en terme géographique, c'est en cela que ce mouvement révèle plus qu'une crise sociale, mais bien une crise politique profonde...

Parce que ceux qui nous gouvernent savent que notre arme c'est notre nombre, ils essayent de nous diviser par tous les moyens: salaires, pays d'origine, couleur, quartiers... Le mois dernier, ce sont des jeunes salariés, chômeurs, intérimaires, lycéens de toutes origines qui se sont confrontés à la police, et des millions de personnes se sont sentis solidaires de cette révolte... Alors qu'à l'école on n'enseigne pas l'histoire de la colonisation, le soulèvement des quartiers était une réaction antiraciste par excellence et c'est là, aussi,



que les autres, et servant à faire pression sur les autres pour la baisse des salaires. Car à l'arrivée: emplois, logements décents, transports, services publics... rien n'y est!

Les nouveaux plans d'aménagements urbains sécuritaires visent à transformer ces zones de réception en prisons-ouvertes. Caméras, appartements d'espionnages pour flics, parkings permettant l'accès aux transports de troupes et aux chars, implantations de commissariats, interphones, réduction des lieux de vie... De plus en plus les quartiers ouverts cèdent la place aux quartiers compartimentés en espaces clos réglementés. Aucun espace n'est prévu pour les jeunes de 14 à 25 ans! Il y a l'école avec son règlement intérieur, le centre commercial avec ses vigiles, le commissariat et son code pénal...

État pénal contre État social

Cette politique en cours illustre une fois de plus que la destruction de l'État social et la construction d'un État pénal, sont les deux revers de la même politique libérale menée par ce gouvernement. Si la politique de Sarkozy en direction des quartiers rappelle celle en direction des « classes dangereuses » du 19e, celle de Borloo en matière d'urbanisme rappelle celle d'Hausman à cette même époque.

Seule une politique de rupture avec le libéralisme et le capitalisme, alliant politique sociale, révision de l'urbanisme et démocratie participative pourra permettre de régler la question des banlieues. Nos vies valent plus que leurs profits! Nos quartiers valent plus que leurs barbelés!

Correspondant, [Clermont-Ferrand]

Coltes banlieues

toute sa force. C'est ça, aussi, qui fait peur aux dirigeants et ce pourquoi ils essaient de marginaliser cette rage en la faisant passer pour de la « sauvagerie ».

Lutter contre les divisions

Le discours et les actes racistes se portent d'ailleurs plus que bien en ce moment, Le Pen se régale. Face à la révolte, Sarkozy a réalisé un coup de maître: tenter que la colère accumulée par les salariés et les jeunes se tourne vers les banlieues et les immigrés plutôt que contre son projet politique. Du coup, il a mis le paquet en ressortant la vieille tactique du « bouc émissaire »: ressortir une loi d'État d'Urgence datant de la guerre d'Algérie, rétablir la double peine, multiplier les sous-entendus racistes, demander aux Imam et à l'UOIF de s'adresser « aux Musulmans », stigmatisant ainsi directement l'Islam.

C'est donc la combinaison de plusieurs facteurs qui a permis le développement spectaculaire des émeutes de cet automne: l'acharnement de Sarkozy dans les insultes, la mort de deux ados par la faute de la police, l'attaque en règle contre la mosquée des

Bosquets, la crise sociale ancrée dans les quartiers depuis 30 ans, les provocations et violences policières, le racisme et les discriminations, mais, aussi un climat de colère générale face aux politiques inégalitaires, liberticides et de destruction sociale. C'est le grand mouvement de résistance face à l'injustice sociale et les discriminations qui se développent depuis des années, en France et dans le monde, qui a, concrètement, gagné les quartiers populaires.

Si cette révolte révèle la force politique et la détermination de notre camp social, elle en montre aussi les limites: nous avons besoin d'unité et de nous organiser massivement pour gagner face aux casseurs qui nous dirigent.

Hanane et Sarah, [Saint-Denis]

L'Islam responsable des émeutes ?

On pouvait s'y attendre, certains ont essayé de mettre les émeutes sur le dos de l'Islam. Les ministres et dirigeants de l'UMP ont expliqué, sans rire, qu'une des principales causes de la situation des quartiers populaires et de la colère des jeunes était la polygamie. Les fascistes, ont défilé autour du 11 novembre pour appeler l'armée à intervenir contre les islamo-gauchistes, dont ils dénoncent le complot depuis des années.

Pourtant, même si le jet lacrymogène par des CRS dans une mosquée de Clichy a participé au sentiment d'injustice, les cibles de la colère n'avaient rien à voir avec la religion. La plupart des imams ont lancé publiquement des appels au calme. Et l'UOIF, la principale fédération d'associations musulmanes, a même édité une fatwa, un avis juridico-religieux, qui « interdit de participer à quelque action qui frappe de façon aveugle des biens publics ou privés ou qui peut atteindre à la vie d'autrui. Contribuer à ces actions est un acte illicite ».

Cependant, cette prise de position de l'UOIF pose problème. Encore une fois, cette organisation se sent obligée de montrer patte blanche. En disant à Sarkozy: Nous n'y sommes pour rien, nous condamnons les violences, elle participe à confessionaliser un problème politique et social et tente de se poser en intermédiaire entre les jeunes et l'État. Comme le dénonce un texte publié sur le site oumma.com, qui la qualifie de « CRS de l'Islam de France », cette position rappelle le rôle des autorités religieuses pendant la période coloniale.

Cependant, d'autres voix, se référant à l'Islam, se sont élevées, autrement plus conséquentes. Tariq Ramadan, par exemple, déclarait dans une interview récente: « Il y a des chantiers sur lesquels on ne peut pas ne pas travailler, et notamment la question scolaire, l'école à deux vitesses, à trois vitesses dans les banlieues. Il nous faut un Jaurès contemporain. C'est Jaurès qui a dit que la question religieuse doit être évacuée pour qu'on en vienne à la question sociale [...] Les propos de M. Sarkozy sont inadmissibles ce n'est pas en insultant une partie de la France qu'on protège l'autre ». Cela dit, Ramadan n'est pas un révolutionnaire. Dans la même interview, il déclarait également: « il faut que l'ordre revienne, la violence n'est pas la solution et il va évidemment falloir prendre des sanctions par rapport aux gangs ».

Il n'y aura pas de solutions dans les quartiers populaires sans la mobilisation des premiers concernés. Plutôt que des appels au « retour à l'ordre », c'est-à-dire à la répression, nous pensons que la police devrait quitter ces quartiers. Cependant, on voit que dans les milieux musulmans comme dans l'ensemble de la société, il y a des positions conservatrices qui, face à la montée de la contestation, se rangent directement du côté de l'ordre établi, et d'autres qui cherchent à comprendre l'origine des situations et à lutter pour la justice sociale.

Vincent, [Marseille]

Histoire

Émeutes de Los Angeles en 1992: « Burn! Hollywood Burn! »

52 morts, 2500 blessés, 6550 arrestations, 1 120 bâtiments détruits, 2 314 magasins endommagés, plus d'un milliard de dollars de dégâts. 45 % des personnes arrêtées sont latino-américaines, 41 % sont noirs et 12 % blancs. 60 % n'avaient aucun antécédent criminel. Il s'agit d'un soulèvement populaire impliquant au moins 15 000 personnes du prolétariat urbain.

« Tous les jours mes potes sont frappés comme des chiens par les flics »

La ségrégation raciale fut officiellement abolie aux USA en 1965, mais les Noirs en sont toujours victimes. Le revenu familial noir moyen ne constitue que 56 % de celui des blancs. Leur mortalité infantile est deux fois plus élevée, 34 % vivent en dessous du seuil de pauvreté et ils représentent 46 % de la population carcérale, alors qu'ils ne constituent que 12 % de la population.

En mars 1991, Rodney King, un conducteur noir, est tabassé par 4 flics blancs de L.A. Cet événement quotidien dans les ghettos va passer en boucle

à la télé. Le 29 mai 92, lors du procès, le jury blanc prononce l'acquittement des flics. Ce sera le déclic des émeutes, mais la crise est bien plus profonde. Ainsi, un membre du gang des Bloods dira: « Rodney King? Merde! Tous les jours mes potes sont frappés comme des chiens par les flics. Cette émeute c'est pour tous les copains assassinés par les flics. »

« No Justice, No Peace »

Quelques heures après le verdict, des milliers de gens se rassemblent dans les rues du quartier de South Central à L.A., et marchent vers le palais de justice scandant « No Justice, No Peace » et « Burn! Hollywood Burn! » (extrait d'un titre de Public Enemy). Des centaines de gays et lesbiennes se joindront à eux en portant des pancartes disant « Homos de toutes les couleurs unissez-vous »: un véritable symbole d'union des opprimés contre l'ennemi commun...

C'est alors que se déroulent les premières confrontations de masse avec la police, ainsi que les premiers incendies. Principalement des bâtiments publics, sièges de grandes entreprises,

Les émeutes durent six jours et six nuits, avant d'être matées par l'armée. La violence de ces jeunes exprime leur rage et la violence qu'ils subissent quotidiennement à travers l'exclusion scolaire, sociale et la répression.

Quelles réponses face à la crise ?

Le président Bush (père) appelle « au calme »: il décide de faire intervenir la garde nationale!

Bill Clinton, le candidat démocrate,

se range du côté du gouvernement, et affirme que le verdict avait été injuste mais qu'il représentait néanmoins une décision de justice.

Les représentants des classes dominantes en profitent pour faire la course à la démagogie et au racisme: un député républicain exige l'expulsion immédiate de tous les immigrés sans-papiers arrêtés, un élu démocrate propose de retirer la nationalité américaine aux enfants nés aux USA de parents immigrés illégaux, une étude officielle ira même jusqu'à parler de « l'émeute de la racaille »... Tout cela vous rappelle quelque chose ?

Les médias jouèrent parfaitement leur rôle de porte-parole des classes dominantes, en relayant les discours les plus racistes, et en caractérisant les émeutes



comme exclusivement « interraciales »: les Noirs n'étaient bons qu'à voler, détruire et s'attaquer aux blancs!

Et du côté des opprimés...

Les dirigeants politiques et religieux noirs furent dépassés. Sous la pression du gouvernement, Rodney King lui-même appela au calme.

Par défaut, la direction du mouvement fut assumée par des gangs et des rappers. Ainsi, les mythiques gangs de L.A. (Bloods et Crisps) conclurent une trêve, et élaborèrent même un programme de revendications sociales! Des rappers comme Ice T, Paris, KRS 1 ou Chuck D, reprirent les idées du Black Power dans leurs chansons, et appelèrent à la paix et à l'unification entre les gangs contre les classes dirigeantes blanches.

Ioris et H'ajim, [Nanterre]



One picture is worth a zero.



Couvre feu: la guerre de classe est déclarée!

L'annonce de la mise en place de couvre-feu pour faire face aux violences des banlieues, à réaffirmé le caractère anti-démocratique et la nature de classe du gouvernement. « Interdire la circulation des personnes ou des véhicules dans les lieux et aux heures fixés par arrêté » (pour ne citer que l'article 5 de la loi de 1955), comme réponse à la révolte populaire, c'est nier les aspirations réelles de ceux que le sinistre de l'intérieur nomme « racailles ». Les jeunes des cités d'origine algérienne voient s'élever face à eux la même loi qui avait tenté de faire taire la colère de leurs familles pendant la guerre d'Algérie. Plus que de simples dérives autoritaires du gouvernement, la restauration de la loi de 1955 et des couvre-feux constituent une déclaration de guerre adressée aux milieux populaires.

Face à l'affront du gouvernement, notre devoir de marxistes révolutionnaires consiste à organiser politiquement la colère des jeunes des banlieues et de l'ensemble de la classe dominée afin que le vent de la révolte balaye le pouvoir de la bourgeoisie et le remplace par un système de justice sociale et d'égalité de tous: le socialisme!!!

Maxime, [Rennes]